

D'une campagne à l'autre

*Miracle, déceptions, rancunes:
une lutte longue et sale*

*Une inimitié refoulée hantera
le bras-de-fer de novembre*



Michèle Ouimet

Février 1998, au moins une vingtaine de personnes songeaient sérieusement à se présenter à la mairie de Montréal et tout le monde croyait que Pierre Bourque était un homme fini.

Erreur.

Neuf mois plus tard, une semaine avant les élections, le maire Bourque, celui-là même qui a été tant ridiculisé et méprisé, récoltait 36 % des voix dans les intentions de vote, soit deux fois plus que son plus proche adversaire, Jacques Duchesneau.

Pourtant, l'an passé, Pierre Bourque vivait les heures les plus sombres de son administration. Disgracié par les 212 accusations lancées par le Directeur général des élections relativement au financement de son parti, empêtré dans l'affaire Blue Bonnets, abandonné par une quinzaine de ses conseillers qui ont claqué la porte à tour de rôle, le maire n'en menait pas large. En septembre 1997, 63 % des Montréalais estimaient qu'il devait démissionner.

Aujourd'hui, Pierre Bourque fait figure de miraculé. Politicien populiste, il a mené une campagne électorale de tranchée, visitant les parcs, les restaurants, les sous-sols d'église, arpentant les rues, serrant inlassablement des mains, promettant aux gens qu'il s'occuperait personnellement de leur problème.

Après les samedis du maire où Pierre Bourque, tableaux et baguette en main, a défendu son bilan, ont suivi les dimanches du maire. M. Bourque a visité pratiquement tous les parcs de la ville, joué au badminton, souri aux photographes et sympathisé avec les électeurs. Cet été, il a couché chez une famille d'immigrants dans Côte-des-Neiges à la stupeur de ses adversaires qui l'ont accusé d'exploiter la pauvreté des gens.

Visiblement, Jacques Duchesneau, Jean Doré et Michel Prescott ont sous-estimé Pierre Bourque. Aujourd'hui, il envisage une victoire facile, damant le pion à une opposition divisée qui a pourtant mené une rude campagne.

Jacques Duchesneau

Parti gagnant dans les sondages, Jacques Duchesneau a déçu. Une semaine avant d'annoncer sa candidature à la mairie, il a trébuché dans l'affaire Barnabé. Critiqué pour avoir accepté de troquer des jours de suspension contre des congés, Jacques Duchesneau s'est maladroitement défendu. Mauvais départ.

La veille du lancement officiel de sa campagne, il a congédié le responsable des finances de son parti, Yves Rajotte, qui lui avait caché des éléments troubles de son passé.

Et la liste continue. Pendant que le RCM déchirait sa chemise sur la place publique, Jacques Duchesneau entreprenait un flirt politique controversé avec son chef, Thérèse Daviau, qui venait tout juste d'être élue. Accusé d'avoir supervisé une perquisition abusive au début des années quatre-vingt, il a envoyé un de ses candidats, Michael Polak, le défendre. Résultat : l'histoire a dérapé.

Fin septembre, il a appris qu'il avait chuté dans les sondages, se classant troisième derrière Jean Doré, avec 17,2 % des voix, une nouvelle qui a déprimé son équipe. Un mois plus tard, il était toujours sous la barre des 20 %, mais cette fois-ci, Jean Doré l'avait rejoint. Pendant ce temps, Pierre Bourque montait.

Jean Doré

La campagne de Jean Doré s'est écrasée dans le dernier droit, mais dès le départ, il s'est mis les pieds dans les plats en promettant de déplacer l'autoroute Bonaventure pour aménager une piste cyclable au bord du fleuve. Il a alimenté bien malgré lui ses adversaires, qui se sont empressés de dire qu'il n'avait pas changé et qu'il était toujours aussi dépensier.

Parti deuxième dans la course, Jean Doré a fait une campagne discrète. Trop discrète. Pratiquement absent cet été, il a perdu des appuis. Le dernier SOM, qui le place sous la barre des 20 % dans les intentions de vote, l'a ébranlé. La semaine passée, lors d'une conférence de presse, il a annoncé, au grand étonnement de tous, qu'il songeait à se retirer de la course. Ses candidats, ahuris, n'avaient pas été mis au courant.

Jean Doré a sous-estimé la résistance de l'électorat à son endroit. Au cours de la campagne, on a davantage parlé de sa fenêtre à 300 000 \$ que de la vente du casino par Pierre Bourque.

Michel Prescott

Le RCM lutte pour sa survie. En 1994, il a récolté tout juste six districts, sur un total de 51, avec des majorités faméliques. Son chef, Michel Prescott, est davantage obsédé par les journalistes qui l'ignorent que par ses électeurs.

Élu en mai à la tête du RCM, il a pris la barque alors qu'elle était en pleine déroute. Thérèse Daviau venait tout juste de quitter le parti à peine un mois après avoir été élue, entraînant dans son sillage de nombreux candidats et organisateurs. Le RCM vivait alors sa énième saignée. Vidé de ses meilleurs éléments, les finances à plat, le moral sous zéro, le RCM était agonisant et Michel Prescott, un parfait inconnu pour l'immense majorité des Montréalais, avait toute une côte à gravir.

Michel Prescott a pratiquement gagné son pari. Les sondages indiquent qu'il a réussi une belle remontée. Du fond du baril en mars, où il décrochait tout juste 2 % des intentions de vote, il a réussi à grimper à 10 % en octobre.

Campagne dure

La campagne a été longue et dure. Sale, même. Les partis politiques étaient souvent plus occupés à téléphoner aux journalistes pour leur donner des informations compromettantes sur leurs adversaires — fausses la plupart du temps — qu'à peaufiner leur programme. Surtout Nouveau Montréal de Jacques Duchesneau. Quant à Pierre Bourque, son parti a refusé de se livrer à ce petit jeu.

La campagne a aussi été marquée par des vieilles haines tenaces. Michel Prescott déteste Jean Doré, qui le lui rend bien, et il a passé plus de temps à le dénigrer qu'à faire le bilan de M. Bourque.

Si le prochain conseil municipal est minoritaire, les ennemis d'hier devront se parler pour former des coalitions. De quoi alimenter bien des discussions musclées.



Denis Lessard

du bureau de La Presse
QUÉBEC

Les Montréalais n'auront pas eu de répit. Après la lutte des Bourque, Duchesneau et Doré, trois anciens collaborateurs, voici les anciens « frères bleus » qui partent en guerre. Lucien Bouchard et Jean Charest, tour à tour lieutenants québécois de Brian Mulroney, ont pris des routes diamétralement opposées il y a huit ans, au moment du naufrage de l'entente du Lac Meech.

Et le 30 novembre, les Québécois diront qui avait raison.

Il y aura beaucoup d'inédit dans l'affrontement à prévoir, qui atteindra son sommet d'intensité dans le débat télévisé que déjà le péquiste Jean Roch Boivin et le libéral Fernand Lalonde négocient.

Dans le face à face Bourassa-Parizeau, au référendum de 1992, deux hommes de la même génération, deux produits de la Révolution tranquille s'affrontaient. C'était encore vrai quand en 1994, Daniel Johnson et M. Parizeau croisèrent le fer — fils de premier ministre, M. Johnson était imprégné des débats des années soixante. Avec un face-à-face Bouchard-Charest, ce sont deux générations qui s'affrontent. Ironiquement, chacun vou-

dra emprunter un peu des qualités de son adversaire. Jouant la carte de la confiance, du bon père de famille depuis le début de la campagne M. Bouchard devra faire un clin d'oeil à ceux qui veulent une gestion plus moderne. Jean Charest, déjà perçu comme un politicien dynamique et fougueux, voudra donner l'image d'un chef d'État.

Mais surtout, un ingrédient tout particulier colorera le duel entre Lucien Bouchard et Jean Charest : les deux anciens conservateurs ont de vieux comptes à régler.

Dans ses mémoires publiées récemment, André Neron, qui comme chef de cabinet de Mario Dumont était aux premières loges de la stratégie souverainiste en 1995, jette un éclairage surprenant sur la relation Bouchard-Charest. « Pour M. Bouchard une chose était claire en partant, il ne saurait être question pour lui d'un face-à-face avec Charest. Il avait écarté tout de suite, catégoriquement, toutes les idées de tirage au sort qui auraient pu donner lieu à un débat avec Charest. Il en parlait avec un mélange de mépris et de panique », se souvient Neron. D'autres stratégies souverainistes n'en gardent pas le même souvenir — Lucien Bouchard avait bien envie d'un débat télévisé, mais avec Jean Chrétien.

Les yeux dans les yeux

On a beaucoup écrit sur l'animosité entre les deux anciens collègues toriers qui se sont quittés dans des circonstances dramatiques en 1990. « Lucien Bouchard ne m'a jamais regardé dans les yeux depuis », se plaint à répétition Jean Charest en privé.

Et dans son récent ouvrage, rappelant les circonstances de l'échec du Lac Meech, M. Charest y allait d'un réquisitoire intense, accusant carrément M. Bouchard d'avoir « trahi » l'équipe dont il faisait partie et renié une amitié de 30 ans avec son mentor politique, Brian Mulroney. Vedette québécoise au sein du cabinet conservateur, M. Bouchard avait repoussé à la onzième heure le rapport Charest, qui proposait des amendements à apporter à Meech, un document dont, depuis le début insiste M. Charest, il connaissait les orientations. Un document qui voulait ajouter une « résolution d'accompagnement » édulcorant Meech, pour obtenir l'appui du Canada anglais. Il avait été répudié sur-le-champ par le premier ministre Robert Bourassa.

C'était même Lucien Bouchard qui avait convaincu à l'origine M. Charest d'accepter ce mandat délicat. « Je le pressentis à la demande du premier ministre », écrivait M. Bouchard dans son autobiographie, publiée il y a six ans.

« En dénonçant le rapport, il allait prononcer l'arrêt de mort de Meech », accuse M. Charest dans son ouvrage récent. « Je ressentais de la déception, mais pas de la haine ou d'animosité profonde. Je ne l'aimais pas, j'étais très déçu, je lui en voulais d'avoir fait ça, mais je me disais : La vie a son cycle, on se retrouvera bien un jour. Je ne me suis jamais mis dans la tête que j'allais me venger de Lucien Bouchard », a expliqué M. Charest à André Pratte, auteur d'une percutante biographie du chef libéral.

Dans l'entourage de Lucien Bouchard, on souligne qu'en privé, jamais le premier ministre ne débâtlait sur son adversaire, « bien qu'on sente qu'il ne faudrait pas les convier à la même réception ». Publiquement, à l'arrivée du nouveau chef libéral, devant des militants à Québec, M. Bouchard avait assez longuement vanté les talents de politicien de son nouveau rival.

La trahison

Il y a quelques jours au Point, M. Bouchard soutenait pourtant qu'il n'y avait « de son côté » aucune animosité à l'endroit de son adversaire. Mais cinq minutes après l'enregistrement de l'entrevue, dans les coulisses de Radio Canada, il était clairement piqué au vif par les journalistes qui lui demandaient de commenter les souvenirs de son adversaire sur sa « trahison ». Expliquant son mutisme à l'époque — il n'avait jamais rappelé Jean Charest malgré ses appels insistants dans les heures précédant la publication du rapport —, M. Bouchard souligna qu'il avait clairement compris que le gouvernement Mulroney avait « dealé » avec Jean Chrétien dans le dos du Québec.

Dans la biographie de M. Bouchard publiée par Lawrence Martin, Paul Terrien, alors proche conseiller de M. Mulroney, rappelle que dès février 1990, cinq mois avant que ne soit scellé le sort de l'accord du Lac Meech, M. Bouchard avait indiqué « qu'il s'en allait à Québec ». Chez les stratèges toriers de l'époque, plusieurs croient encore maintenant que M. Bouchard avait pris depuis longtemps sa décision de claquer la porte. Jean Charest, comme son rapport, devinrent des boucs émissaires pratiques pour un ministre québécois mécontent du rôle qu'il jouait dans le gouvernement Mulroney.

Huit ans plus tard, le rappel de cette période intense touche toujours profondément M. Bouchard. « Entre les deux anciens ministres conservateurs, il y a vraisemblablement quelque chose que M. Bouchard ne veut pas démentir », soutient André Neron.



Deux fois plutôt qu'une, et même trois, en comptant les élections scolaires : les électeurs ne peuvent se plaindre qu'on ne leur a pas demandé leur avis en 1998.

PHOTOTHÈQUE La Presse

Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT
MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION
ALAIN DUBUC
EDITORIALISTE EN CHEF

Santé: au-delà de la démagogie

Depuis trois ans, et donc bien avant l'arrivée de Jean Charest, les libéraux québécois avaient fait de la santé leur cheval de bataille. Ils se sont déchainés contre la réforme Rochon, ils ont piqueté devant les hôpitaux qui devaient fermer, monté en épingle des cas individuels, pour finalement diffuser, ces dernières semaines, des publicités télévisées particulièrement démagogiques.



Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca

échappé.

La question de la santé est trop complexe, et trop importante, pour être traitée sur ce mode simpliste. Mais heureusement, le chef libéral, Jean Charest, a enfin cessé de jouer au franc-tireur et il a enfin déposé un document, « Un plan pour un Québec en santé », où il se commet et dit comment des libéraux au pouvoir feraient les choses.

Ce document libéral contient plusieurs pistes prometteuses. Mais ce qui frappe avant tout, c'est que cette démarche libérale, contrairement à ce que laisse entendre M. Charest, ne remet pas en cause la réforme Rochon, ne la freine même pas : elle la complète. Ce que les libéraux proposent, ce n'est pas une révolution, mais un nécessaire « fine tuning ».

On ne peut pas parler de santé au Québec sans d'abord

faire un bilan de la réforme Rochon. Celle-ci consistait, dans un premier temps, à moderniser un système conçu il y a quarante ans, à utiliser les progrès technologiques et médicaux pour alléger les pratiques, à réduire la dépendance face aux hôpitaux, lourds et coûteux. C'est le virage ambulatoire, avec sa réduction des lits, le développement de la chirurgie d'un jour, la réduction des temps de séjour et l'accroissement des soins à domicile. Ces principes sont appliqués dans toutes les sociétés modernes. L'autre volet de la réforme, c'était un contrôle des coûts, pour mettre fin à la spirale incontrôlable des dépenses depuis une décennie.

A La Presse, nous avons appuyé cette réforme et salué le courage du premier ministre Bouchard et de son ministre de la Santé, Jean Rochon, pour avoir entrepris ce que leurs prédécesseurs libéraux n'avaient pas osé faire. Malgré les difficultés inhérentes à une telle aventure, cette réforme a permis de réels progrès, comme la stabilisation des coûts et la restructuration du réseau.

Mais elle a aussi mené à des dérapages importants, qui tiennent à deux ordres de facteurs. Le premier est économique. La logique du déficit zéro a amené le gouvernement Bouchard à imposer des compressions additionnelles que le réseau de la santé était incapable d'absorber et qui ont compromis l'esprit de la réforme. À ces compressions s'est ajouté un programme de départs volontaires qui a provoqué le chaos dans le réseau. Résultat : des bavures qui auraient pu être évitées et des pans de réforme mal ficelés, comme les soins à domicile.

À ces facteurs, se sont ajoutés des problèmes politiques, largement liés à la personnalité du ministre Rochon, réformateur courageux, mais bureaucrate froid, qui n'a jamais été capable de gérer la dimension humaine de ses réformes, de tenir compte de la détresse que les changements pouvaient apporter et de réagir rapidement aux effets secondaires et aux dérapages. En toute logique, après la « job de bras » qu'a dû faire M. Rochon, il aurait fallu remplacer le ministre par quelqu'un qui aurait eu les qualités d'écoute et le talent pour restaurer la confiance dans le système de santé.

Venons en maintenant aux propositions que fait Jean Charest. En substance, il promet, à court terme, de mettre sur pied des groupes dans les régions pour identifier les situations d'urgence. Il veut ensuite donner aux cliniques privées plutôt qu'aux CLSC la responsabilité des soins de première ligne 24 heures sur 24. Il veut redonner un rôle aux professionnels de la santé que sont les médecins et les infirmières. Il veut alléger la double bureaucratie mise en place par le libéral Marc-Yvan Côté. Il veut investir davantage dans la santé mentale et annuler les compressions prévues pour cette année. Il veut enfin introduire des outils de gestion plus modernes et faire appel au privé sans compromettre la médecine à une vitesse. Notons que la plupart de ces mesures n'engendreront pas des coûts considérables et que ces pistes méritent un débat d'idées, plus qu'un débat financier.

Ces mesures ne remettent pas la réforme Rochon en cause. Mais elles permettraient d'en corriger les pires défauts, d'en atténuer les impacts les plus négatifs. Il y a dans le document libéral des idées que le gouvernement Bouchard et le ministre Rochon ne seraient pas capables de proposer, par fatigue, par entêtement ou par rigidité idéologique, par exemple favoriser les cliniques au détriment des CLSC, faire une plus grande place au privé, dégraisser la bureaucratie, mettre sur pied des cellules d'urgence.

C'est là une illustration d'un élément central de la vie politique québécoise, la continuité et la complémentarité entre les deux grands partis politiques québécois.

Le ministre Rochon a fait un travail ingrat, mais nécessaire, injustement critiqué par l'opposition libérale. Mais si on veut vraiment remettre le système de santé sur ses rails et le réhumaniser, il faut se demander qui est le mieux placé pour poursuivre le travail.

Les libéraux qui poursuivent cette semaine de nombreuses initiatives, ou les péquistes pour qui tout va sur des roulettes et qui ne proposent jusqu'ici rien d'autre que le « business as usual ».

Projet inacceptable

Ronald McDonald's n'accompagnera finalement pas les enfants à bord des autobus scolaires. Tout au plus, la populaire chaîne de restaurants arrivera peut-être à garder son logo sur les messages d'ordre « éducatif, informatif ou préventif » destinés aux enfants. Et qui devaient, dans le projet initial, comporter aussi la photo de la célèbre mascotte.



Pierre Gravel
pgravel@lapresse.ca

On peut évidemment penser qu'il s'agit d'une amélioration par rapport à l'idée de départ. Ou hausser les épaules en se disant que cette publicité plus ou moins discrète incitant les jeunes à des habitudes alimentaires discutables sera contrebalancée par une campagne semblable encourageant la consommation de lait ; que, compte tenu des réductions des subventions au transport écolier, les profits venant d'une telle opération sont peut-être la bonne solution. Et que, de toute façon, ces mêmes enfants vivant dans un univers où la

publicité est omniprésente, ce n'est certes pas un message de plus qui va faire une grande différence. Tout ça est probablement vrai. Sauf que, justement, à l'âge où ils sont particulièrement vulnérables, il importe que les enfants réalisent que la publicité ne va pas forcément de soi partout. Et qu'il existe un monde où on peut garder une certaine distance par rapport aux produits ou aux idées à la mode et où, de ce fait, on peut développer son sens critique face à tout ce qui est proposé partout ailleurs.

C'est ce qu'ont évoqué plusieurs commissions scolaires qui ont déjà refusé de s'associer à ce projet totalement inacceptable. Il faut espérer que les autres suivront cet exemple. Et que ce n'est pas en pensant à l'école que les enfants, par association d'idées, auront subitement envie d'un Big Mac. Même avec un verre de lait.



DROITS RÉSERVÉS

serge.chapleau@lapresse.ca

LA PRESSE ET VOUS

Le rôle des médias en campagne électorale

Même si les gens en ont ras le bol d'entendre parler de politique, la campagne électorale en cours au Québec sera suivie de très près en raison de la forte personnalité des chefs Lucien Bouchard et Jean Charest, des plates-formes politiques qui devront être joliment clarifiées pour permettre aux électeurs de faire le meilleur choix et, surtout, en raison de l'incertitude quant au parti qui formera le prochain gouvernement. L'énigme pourrait bien durer jusqu'au 30 novembre.

Le rôle des médias, en conséquence, devient très important et leur responsabilité professionnelle très grande. Même si les médias n'évaluent pas les gouvernements, ils sont souvent les bous-émissaires pour tout ce qui va mal dans le camp des perdants. Ils doivent donc faire preuve d'équilibre afin d'offrir un traitement équitable à chacune des formations politiques en présence, selon son degré d'importance auprès de l'électorat.

Évidemment, en période électorale, la peau des candidats et des électeurs est plus sensible qu'à l'accoutumée. Tout ce qui est publié est scruté au peigne fin. On reprochera à un journal une manchette ou la publication d'une photo favorable ou nuisible à « l'image » d'un Lucien Bouchard ou d'un Jean Charest, selon sa propre option politique. On critiquera la publication d'un sondage s'il ne devait pas correspondre à nos propres attentes. On dénoncera tout analyse, commentaire, opinion ou éditorial comme provenant d'un chroniqueur, d'un columnist ou d'un éditorialiste « séparatiste » ou « fédéraliste » si telle opinion va à l'encontre de nos propres convictions.

À La Presse, nous entreprenons cette brève

mais certainement cruciale campagne électorale avec cette toile de fond, conscient que notre journal sera constamment sous les feux de la rampe et l'objet de critiques, quoi qu'il arrive, durant la campagne ou au soir du dévoilement des résultats.

Sous la direction de Marcel Desjardins, directeur de l'information, Philippe Dubuisson, adjoint au directeur et responsable du dossier politique, assurera la responsabilité quotidienne de la campagne, et Chantal Hébert, columnist politique, en sera la coordonnatrice.

Une vingtaine de journalistes, rompus aux campagnes politiques, seront affectés aussi bien aux chefs, aux candidats, aux partis, aux stratégies, aux organisations, aux thèmes, aux sondages, aux circonscriptions, aux reportages de toutes sortes qu'à l'édition et à la publication des pages quotidiennes, au cours des quatre prochaines semaines.

Déjà, depuis jeudi, nos chroniqueurs parlementaires Martin Pelchat et Katia Gagnon sont respectivement à bord des autobus de Lucien Bouchard et de Jean Charest. À mi-campagne, ils changeront d'autobus. Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, sera « couvert » tant par nos reporters que par l'agence Presse Canadienne.

Le chef du bureau de La Presse, à Québec, Denis Lessard, reconnu pour ses qualités d'informateur chevronné, analysera les faits et gestes des chefs et des partis tout en rapportant ce qui se passe dans les organisations politiques.

Une grande importance sera accordée aux circonscriptions de la grande région de

Montréal, particulièrement dans les régions des indicatifs régionaux téléphoniques 514 et 450, là où pourrait bien se jouer l'issue du scrutin. Les journalistes Vincent Marissal, Michèle Ouimet, Mario Fontaine, Paul Roy et Marie-Claude Malboeuf y seront assignés. Portraits de circonscriptions, présence auprès de candidats-vedettes, description des enjeux et débats particuliers à telle ou telle circonscription.

La grande région de Québec, aussi stratégique pour chacune des trois formations en présence, y compris la circonscription de Rivière-du-Loup, où se présente le chef de l'ADQ, la Beauce, le Saguenay et la Gaspésie, seront sous la responsabilité de Gilles Normand, et la région de l'Outaouais sera suivie par Gilles Toupin, chef du bureau d'Ottawa. De Toronto, notre correspondant Martin Vallières nous acheminera les réactions de l'Ontario et du Canada anglais.

Le journaliste André Pratte présentera et analysera les sondages réguliers effectués par la maison réputée CROP, en collaboration avec La Presse, le réseau TVA et le Toronto Star, et fera mention des autres sondages qui, nombreux, seront dévoilés tout au long de la campagne.

Gérald Leblanc sera responsable de la chronique quotidienne « Notes de campagne », en plus des citations les plus significatives des chefs. Il veillera aussi aux interventions des premiers ministres, chefs de partis et autres intervenants des autres provinces du Canada.

Évidemment, tous les « points chauds » du Québec seront l'objet d'une attention particulière.

D'autres journalistes, des secteurs économique, social, culturel, seront mis à contribution selon les thèmes qui seront développés par les chefs et les partis tout au long de la campagne.

Au chapitre des analyses, opinions, commentaires, éditoriaux, nos columnists Lyliane Gagnon et Chantal Hébert poursuivront leur contribution habituelle, notamment en page B3 les mardis, jeudis et samedis pour Mme Gagnon et quelques fois par semaine, dont le samedi également, pour Chantal Hébert.

La page éditoriale, dirigée par M. Alain Dubuc, éditorialiste en chef, commentera fréquemment les enjeux de la campagne et l'attitude de tous les intervenants politiques. Des textes d'observateurs seront aussi publiés, dans le même souci d'équité et d'équilibre que dans les pages d'information.

Pour éditer et présenter ces pages politiques, les chefs de pupitre responsables de l'édition et de la production du journal quotidien seront mis à contribution : Pierre Loignon et Daniel Marsolais. Deux préposés seront affectés aux pages électorales quotidiennes : Claude Fortin et Mathieu Perreault.

Tout au long de la campagne, vos commentaires et suggestions sont les bienvenus par téléphone au (514) 285-7032 ; par télécopieur au (514) 285-7032 ; par messagerie vocale à cmasson@lapresse.ca.

Bonne campagne à chacune et à chacun... des électrices et électeurs.

Claude MASSON
Éditeur adjoint

Vers des élections référendaires?

La campagne s'annonce bien pour les péquistes : M. Bouchard a regagné le capital de confiance dont il jouissait avant l'arrivée de Jean Charest au PLQ.

Il a, en tout cas, assez confiance en son étoile pour s'associer, avec un zèle qui confine à l'obsession, au plus impopulaire de ses ministres, celui qui incarne la principale inquiétude des Québécois.

Non seulement a-t-il convaincu Jean Rochon de se représenter — sans doute en lui promettant de le ramener au même ministère —, mais il n'en finit plus de faire son éloge. Encore la semaine dernière, au conseil national du PQ, M. Bouchard a forcé toute la salle à se lever en hommage à M. Rochon, qu'il a décrit comme son « ami » (un mot qui dans sa bouche, rend un son étrange quand on pense à ce qu'il est advenu de son amitié pour Brian Mulroney !).

L'autre indice qui montre que le PQ a suffisamment le vent dans les voiles pour prendre quelques risques calculés, est le retour de la rhétorique souverainiste.

Quand M. Bouchard a longuement insisté sur la nécessité de l'indépendance, à la clôture du conseil national de son parti, on pouvait croire qu'il s'agissait surtout de remobiliser les militants désarçonnés par le virage vers le « référendum gagnant ». Idem pour les allusions élogieuses à Jacques Parizeau : parce que ce dernier garde beaucoup d'influence au sein du parti, M. Bouchard ne peut se permettre de se le mettre à dos, pas en période électorale en tout cas.

On se rappellera que M. Bouchard et les leaders bloquistes, lors des dernières élections fédérales, avaient dû appeler M. Parizeau à la rescousse pour battre le rappel des troupes tentées de se croiser les bras.

Ce qui fait la force du PQ, en effet, n'est pas seulement une organisation bien rodée et l'attrait du pouvoir : c'est la profondeur de conviction d'un certain nombre de militants qui sont prêts à travailler sans relâche, mais

à une condition : qu'on leur donne des raisons de croire que la souveraineté est au bout du chemin.

Il n'y avait donc rien d'étonnant à ce qu'en début de campagne, M. Bouchard réitère ses engagements souverainistes, quitte à les pousser discrètement sous le tapis à mesure que le jour du scrutin se rapprochera. Mais il a continué cette semaine sur la même lancée.

Si cela devait se poursuivre avec la même intensité jusqu'à la fin de la campagne, ce sera le signe qu'il s'agit de beaucoup plus que d'un appel du pied aux militants : peut-être de l'amorce d'un véritable débat référendaire, en ce sens qu'une victoire électorale pourrait constituer un tremplin pour un référendum qui serait tenu peu de temps après les élections.

Mais en cette matière, et surtout compte tenu de la personnalité de M. Bouchard, il ne faut jamais jurer de rien.

■ ■ ■

Bon nombre d'électeurs auront été rassurés par la promesse qu'il n'y aura pas de référendum sans « conditions gagnantes », puisque cela veut dire que si eux, les électeurs, continuent de dire aux sondages qu'ils ne souhaitent pas la souveraineté, cela veut dire qu'il n'y aura pas de référendum.

Les Québécois, en outre, se sont habitués à vivre avec cette épée de Damoclès (une épée dont le tranchant, faut-il dire, est passablement ébréché) qui leur pend au-dessus de la tête. Il n'est même pas sûr que la majorité des non-souverainistes veuille vraiment clarifier les choses, écarter définitivement la « menace » sécessionniste et lever l'hypothèque référendaire.

Ce sont les milieux d'affaires, ceux qui



Lysiane
GAGNON

sont en contact avec les marchés étrangers et les investisseurs, qui sont sensibles aux effets pervers de l'incertitude politique. Pour monsieur Tout-le-Monde, ce vague projet de souveraineté fait partie du paysage depuis 30 ans, c'est un outil qui peut servir, sait-on jamais... et l'important est que cela ne se fasse pas !

En ce sens, M. Bouchard risque beaucoup en remettant la souveraineté sur le tapis. Par ailleurs, la détermination de Jean Charest à mettre fin à l'incertitude irait peut-être contre la même tendance de fond, soit le désir de continuer à vivre dans l'ambivalence.

S'il en fallait une preuve, elle se trouve en noir sur blanc dans les sondages. Le dernier sondage CROP indique que s'il y avait un référendum aujourd'hui, le camp du NON récolterait 58 %. Exception faite de la période référendaire de 1995 (et encore, seulement vers la fin), l'opposition à la souveraineté dépasse le plus souvent la barre des 55 % depuis que le PQ a été élu en 1994. Comme par hasard, cette opposition atteint un sommet ces jours-ci, au moment même où Lucien Bouchard retrouve son ascendant sur l'électorat.

Par ailleurs, jamais le camp du NON n'a-t-il été aussi faible que sous le gouvernement Bourassa, après Meech en particulier, alors que près de 60 % des électeurs se disaient en faveur de la souveraineté.

Est-ce le fruit du hasard que l'électorat mette la pédale douce sur la souveraineté quand les souverainistes sont au pouvoir... et appuie sur l'accélérateur pour faire contrepoids quand le pouvoir passe aux fédéralistes ? La manœuvre est sans danger, puisqu'on a alors l'assurance qu'un premier

ministre fédéraliste ne fera pas de référendum sur la souveraineté !

Ce jeu de balance se répéterait probablement si Jean Charest devenait premier ministre. « Travaillés » par le PQ, qui ne disparaîtrait pas de la carte, les électeurs, sûrs que leur nouveau gouvernement fédéraliste ne leur jouerait pas de tours, pourraient recommencer à flirter — sans risque — avec l'idée.

Pour les esprits épris de rationalité, ce petit jeu de balance est absolument désespérant, désespérément stérile, et terriblement contre-productif, en plus d'être un tantinet puéril. Hélas, c'est la réalité.

■ ■ ■

L'intervention inopinée de Jean Chrétien dans la campagne aura finalement servi à Jean Charest, qui devait montrer qu'il est capable de « défendre les intérêts du Québec » et qui aura probablement gagné des points en s'en prenant aussi ouvertement au premier ministre fédéral. Mais l'incident aura aussi forcé le jeune chef libéral à s'enfoncer à son tour dans l'ornière constitutionnelle où il ne voulait pas aller.

Battant en retraite, M. Chrétien a dit être ouvert à l'idée d'enchâsser la déclaration de Calgary dans la Constitution. Mais cela est à mille lieues des intentions de M. Charest, qui ne veut surtout pas s'engager dans l'exercice périlleux d'une nouvelle « ronde constitutionnelle » du type Meech et Charlottetown. Sa réforme du fédéralisme passe plutôt par l'« union sociale », qui redonnerait plus de pouvoirs à toutes les provinces — une idée populaire chez les conservateurs et plusieurs gouvernements provinciaux, mais honnie par les libéraux fédéraux.

Ainsi voit-on une campagne qui devait porter sur la santé et l'économie peu à peu dériver vers la question nationale... Faut-il s'en étonner ?

Le mouvement de balancier



Chantal Hébert

La politique est ainsi faite que le sauveur d'aujourd'hui est bien souvent le paria de demain. Chacun leur tour, Jean Charest comme Lucien Bouchard ont eu des avantages, ces derniers mois, de ce brutal syndrome.

Au cours de sa longue carrière, le premier ministre Jean Chrétien, par contre, avait perfectionné l'art de vivre moins dangereusement. Marathonien plutôt que coureur de fond, son style lui avait permis de traiter les inévitables pelures de banane comme des incidents de parcours plutôt que comme des accidents fatals.

Mais, depuis sa sortie préélectorale décriée comme nuisible pour les chances du camp fédéraliste aux élections québécoises, M. Chrétien a frappé un mur. Il vit une crise de confiance sans équivalent dans son mandat à la tête du gouvernement canadien.

Longtemps après que la campagne électorale au Québec sera passée à autre chose, l'affaire résonnera encore ailleurs au Canada. Le 30 novembre, le nom de M. Chrétien ne sera pas sur le bulletin de vote des Québécois et ses propos ne joueront sans doute finalement pas un rôle déterminant dans l'issue du scrutin mais pour les autres Canadiens, ce sera tout comme.

La très forte réaction pancanadienne aux propos du premier ministre est le symptôme d'un sentiment qui dépasse l'émotivité circonscrite suscitée hors Québec par la reprise du match fédéraliste-souverainiste.

■ ■ ■

Aucun premier ministre, aussi talentueux soit-il, n'échappe à l'usure incontournable du pouvoir. Elle s'installe souvent insidieusement. Un bon matin, le chef du gouvernement découvre que le courant ne passe plus comme avant avec la population.

Dans le cas de Brian Mulroney, la casure avait fini par être irréparable. Mais elle tenait d'abord et avant tout à la facture politique de deux grands projets controversés, celui du libre-échange canado-américain et des accords du lac Meech. En gros, les Canadiens faisaient payer à M. Mulroney les actions de son gouvernement.

La situation actuelle de M. Chrétien ne s'apparente à celle de M. Mulroney qu'en ce que le malaise fait surface à peu près au même moment, c'est-à-dire à l'approche de la moitié de son deuxième mandat. Mais ses causes profondes sont différentes. Sans faire l'unanimité, les politiques libérales ne suscitent pas de grands orages dans l'opinion canadienne. Au contraire, elles inspirent plutôt de la satisfaction. C'est par des gestes personnels que le premier ministre attire la foudre.

De tout temps, l'attitude de M. Chrétien vis-à-vis le Québec a eu de fortes résonances ailleurs au Canada. À moins de croire que, du jour au lendemain, la notion qu'il avait fait son bout de chemin pour satisfaire le Québec et l'idée que rien ne presse pour rouvrir la Constitution ne soient plus à la mode, le fond de sa pensée ne détonne toujours pas sur l'opinion majoritaire canadienne.

Mais ce n'est pas parce que les Canadiens s'entendent encore avec le premier ministre sur ce que serait la destination idéale du pays qu'ils se fient encore à ses instincts de conducteur. Au cours de la dernière année, une série d'événements ont vu le premier ministre se placer en porte-à-faux par rapport au sentiment populaire. La relation de confiance dont il jouissait avec ses électeurs n'est plus ce qu'elle était. On a moins le goût de le suivre les yeux fermés.

Il y a eu la décision de M. Chrétien de faire de l'exclusion d'une partie des victimes du sang contaminé à l'hépatite C d'un programme de dédommagement une question de vie ou de mort de son gouvernement. Il y a eu la dégringolade du dollar, cet été, que le premier ministre a traitée comme si elle ne le concernait pas. Et il y a eu, bien sûr, l'affaire du Peppergate, de l'APEC et les dérapages sur les mérites du poivre de Cayenne par rapport aux « bates de baseball ». Dans les circonstances, sa récente sortie au sujet du Québec n'a été qu'une goutte de plus dans un vase déjà bien rempli.

■ ■ ■

Même le paysage politique présume l'automne de la carrière de M. Chrétien. Jusqu'à présent, le premier ministre a immensément profité de ce que ses principaux adversaires ne réussissent pas à s'imposer comme solution de rechange à une majorité de Canadiens. L'arrivée à la tête des conservateurs de Joe Clark, un chef dont les forces s'apparentent aux siennes comme personne d'autre, change la donne.

Quant aux élections au Québec, elles n'augurent plus rien de très bon pour la suite du mandat du premier ministre fédéral. Si Lucien Bouchard les remporte haut la main et que M. Charest termine la campagne en morceaux, le camp fédéraliste aura perdu son meilleur frappeur. Dans le climat actuel, M. Chrétien a peu de chances de faire figure de substitut. Il est intimement convaincu qu'il sortirait vainqueur d'un autre match référendaire. Cette conviction transpire de l'assurance des propos qu'il a tenus sur les conséquences d'une éventuelle victoire souverainiste aux élections du 30 novembre. Mais les réactions de la dernière semaine démontrent que cette confiance n'est pas partagée par l'opinion canadienne.

Si, par contre, Jean Charest est élu, le Québec aurait pour une rare fois un premier ministre dont la crédibilité au Canada est plus forte que celle de son homologue fédéral. À la veille d'une partie de bras de fer fédérale-provinciale sur la forme à donner à la fédération canadienne du 21^e siècle, ce rapport de force désavantageux deviendrait rapidement un casse-tête pour M. Chrétien.

Des résultats prévisibles

Dans 60 % des comtés, on sait déjà qui va l'emporter le soir du 30 novembre

PIERRE DROUILLY

L'auteur est professeur de sociologie.

Le résultat d'élections n'est pas un phénomène totalement imprévisible : dans nombre de circonscriptions, le résultat est déjà inscrit dans la réalité sociale ou politique. Châteaux forts, forteresses, bastions, les images militaires sont nombreuses pour désigner ces circonscriptions dont le comportement électoral est plus facile à prévoir que le temps qu'il fera le 30 novembre, et ce n'est pas faire preuve d'une grande perspicacité de l'annoncer déjà qui y seront élus. Les déterminismes sociaux et culturels, les pesanteurs partisans font que ces circonscriptions ont, sur de longues périodes, des comportements électoraux parfaitement stables.

La forteresse libérale

La forte polarisation linguistique du vote au Québec, qui fait que les anglophones et les allophones boudent le Parti québécois et le camp souverainiste lors des référendums, assure au Parti libéral, de façon mécanique, près de 40 circonscriptions.

Il y a d'abord les quatorze circonscriptions fortement anglophones de l'ouest de Montréal (D'Arcy McGee, Jacques-Cartier, Laporte, Marguerite-Bourgeoys, Marquette, Mont-Royal, Nelligan, Notre-Dame-de-Grâce, Outremont, Robert-Baldwin, St-Laurent, Vaudeville, Verdun et Westmount—Saint-Louis), dont certaines ont déjà une importante population allophone, auxquelles s'ajoutent sept circonscriptions, au nord-est de l'île de Montréal, à forte composition allophone (Acadie, Chomedey, Jeanne-Mance, Laurier-Dorion, Viau et Viger, auxquelles s'ajoute Lapinière) : ces 21 circonscriptions ont moins de 75 % de francophones. Elles ont voté libéral sans interruption depuis 1970, sauf lorsque le vote non-francophone s'est divisé, comme en 1976, en faveur de l'Union nationale, ou en 1989, en faveur du Parti égalité.

À ce bloc, s'ajoutent six circonscriptions le long de l'Outaouais (Argenteuil, Châteauguay, Hull, Papineau et Pontiac), cinq circonscriptions le long de la frontière américaine (Beauharnois-Huntingdon, Brome-Missisquoi, Châteauguay, Mégantic-Compton et Orford), et la circonscription de Jean-Talon à Québec. Dans trois cas, l'adhésion au Parti libéral s'explique par la présence d'un électoral anglophone important, mais dans neuf autres cas, dont cinq dans l'Outaouais, il s'agit d'une culture politique régionale, liée sans doute à la présence de la fonction publique fédérale.

À ces trente-trois circonscriptions libérales, il faut ajouter quatre circonscriptions dans l'île de Montréal (Bourassa, Lafontaine, St-Henri-St-Anne et Sauvé) qui ont déjà appuyé le Parti québécois durant les années soixante-dix, mais dont le nombre de francophones baisse d'année en année et qui sont maintenant libérales depuis plus de dix ans. Les circonscriptions de Crémazie et d'Anjou, dont la population francophone décroît elle aussi, devraient rejoindre ce groupe de circonscriptions assurées pour le Parti libéral.

À ce bloc, on peut aussi ajouter trois circonscriptions de la région Beauce-Appalaches (Beauce-Nord, Beauce-Sud et Montmagny-L'Islet) qui ne sont passées au Parti québécois que lors de la vague de 1981. (...)

Les bastions péquistes

De son côté, le Parti québécois dispose d'une trentaine de circonscriptions qui, depuis 1976, ont élu des députés péquistes ou appuyé le camp souverainiste lors des trois référendums de 1980, 1992 et 1995, vingt d'entre elles sans exception, et les dix autres à la seule exception des élections de 1985, alors que le vote du Parti québécois passait sous la barre des 40 %.

Il s'agit d'abord de cinq circonscriptions de l'est de Montréal (Gouin, Hochelaga-Maisonneuve, Mercier, Pointe-aux-Trembles et Ste-Marie-St-Jacques), de neuf circonscriptions dans la couronne de Montréal (Blainville, La

Prairie, L'Assomption, Marie-Victorin, Marguerite-d'Youville, Masson, Taillon, Terrebonne et Verchères), de deux circonscriptions de la rive sud de Québec (Chutes-de-la-Chaudière et Lévis), des cinq circonscriptions de Saguenay-Lac-Saint-Jean (Chicoutimi, Dubuc, Jonquière, Lac-Saint-Jean et Roberval), de quatre circonscriptions de l'Abitibi-Témiscamingue-Côte-Nord (Abitibi-Ouest, Duplessis, Rouyn-Noranda-Témiscamingue et Ungava), auxquelles s'ajoutent les circonscriptions d'Arthabaska, Johnson, Joliette, Labelle et Laviolette. (...)

Où se joue l'élection ?

En tout donc, près de 75 circonscriptions dont le comportement électoral a été stable depuis vingt ans, et pour lesquelles il n'y a pas de raison de croire qu'il en sera autrement le 30 novembre prochain.

Il reste donc uniquement une cinquantaine de circonscriptions dans lesquelles se jouent les élections. Ce qui est remarquable, c'est qu'une quarantaine d'entre elles ont rigoureusement suivi le mouvement depuis vingt ans, faisant et dé faisant les gouvernements : péquistes en 1976 et 1981 (sauf cinq qui ont voté Union nationale et une Crédit social, en 1976), ces quarante circonscriptions ont voté NON en 1980 (sauf quatre), voté péquiste en 1981 (sauf une), libéral en 1985 et 1989, dit NON au référendum de 1992, et ont voté de nouveau péquiste en 1994. Au référendum de 1995, ces circonscriptions ont toutes voté OUI, puisqu'elles sont massivement francophones.

Il s'agit des 41 circonscriptions suivantes : Bourget et Rosemont, dans l'île de Montréal ; Fabre, Laval-des-Rapides, Mille-Îles et Vimont, à Laval ; Borduas, Chambly, Deux-Montagnes, Groulx et Vachon, dans la ceinture de Montréal ; Charlesbourg, Chauveau, La Peltrie, Lamoignon, Louis-Hébert, Montmorency, Taschereau et Vanier, dans le Québec métropolitain ; auxquelles s'ajoutent des circonscriptions urbaines (Sherbrooke et Trois-Rivières), ou à noyau urbain important (Abitibi-Est, Champlain, Drummond, Gaspé, Iberville, Prévost, Richelieu, Rimouski, Saguenay, St-Hyacinthe, St-Jean, St-Maurice, Salaberry-Soulanges), et quelques circonscriptions plutôt rurales (Bellechasse, Berthier, Lotbinière, Matane, Matapédia, Nicolet-Yamaska et Rousseau).

À ce groupe, il faut ajouter quatre circonscriptions que le Parti québécois a remportées pour la première fois en 1994, parce qu'avant 1994 des personnalités libérales connues en étaient les députés : Bonaventure (Gérard-D. Lévesque), Charlevoix (Raymond Mailloux), Maskinongé (Yvon Picotte) et Portneuf (Michel Pagé). Il n'y avait aucune raison pour que le Parti québécois ne prenne pas ces circonscriptions dans le passé, sinon la présence d'adversaires en parfaite symbiose avec leur milieu : eux partis, ces circonscriptions se joindront sans doute au groupe précédent.

C'est pour une raison du même ordre que le Parti québécois n'a pas pris, en 1994, un certain nombre de circonscriptions : Frontenac (Roger Lefebvre), Îles-de-la-Madeleine (Georges Farrah), Kamouraska-Témiscouata (France Dionne), Richmond (Yvon Vallières), Rivière-du-Loup (Mario Dumont), St-François (Monique Gagnon-Tremblay), auxquelles s'ajoute Bertrand, où des irrégularités ont amené l'annulation de l'élection. Toutes ces circonscriptions ont par ailleurs voté OUI en 1995. (...)

En conclusion, dans 75 comtés environ, les jeux sont faits, et le résultat parfaitement prévisible, un peu plus d'une quarantaine d'entre elles devant aller au Parti libéral et une trentaine au Parti québécois. Le sort des élections dépend donc des 50 autres circonscriptions. À cause de notre mode de scrutin, une quarantaine d'entre elles devraient basculer en bloc dans un camp ou dans l'autre. Si elles restent au Parti québécois, celui-ci sera réélu avec entre 70 et 80 députés, mais si elles passent au Parti libéral, celui sera élu avec entre 80 et 90 députés.

Bilan du gouvernement Bouchard

Un redressement spectaculaire des finances publiques



Denis Lessard

du bureau de La Presse
QUÉBEC

Quoique pénible, long et douloureux, le changement de culture dans la gestion des finances publiques au Québec auquel a présidé le gouvernement Bouchard en est un d'importance.

La cible peut paraître parfois incertaine, fluctuant au gré des prévisions, mais, pour la première fois depuis 30 ans, le gouvernement du Québec devrait déposer le printemps prochain un budget prédisant que l'année 1999-2000 se soldera par un équilibre financier : les recettes gouvernementales suffiront à payer non seulement ses dépenses courantes mais aussi l'intérêt sur la dette.

Déjà depuis cette année, le gouvernement n'a plus à emprunter pour équilibrer le compte courant, pour défrayer les coûts de programmes et les salaires des fonctionnaires, la « facture d'épicerie », selon l'expression qui avait cours il y a quelques années. Mais, aujourd'hui encore, les Québécois restent les Canadiens les plus lourdement taxés, et le Québec est toujours la province la plus endettée au pays.

Le coup de barre est réel. Selon Gérard Ponton, président de l'Alliance des manufacturiers, « on peut parler d'un virage sans précédent, d'une nette amélioration dans la lutte au déficit », qui s'est reflétée par le maintien de la cote de crédit du Québec.

À son arrivée au pouvoir en septembre 1994, le gouvernement Parizeau avait vite revu à la hausse le déficit laissé par l'éphémère gouvernement Johnson, pour le porter à 5,8 milliards. Le premier budget Campeau, au printemps 1995, préconisait de ramener à zéro le déficit du compte courant, une opération qu'on envisageait alors sur deux ans.

Pointe-au-Pic

La défaite souverainiste au référendum, le départ de Jacques Parizeau et l'arrivée de Lucien Bouchard changeront un moment la donne : dès le début, M. Bouchard relègue aux oubliettes une augmentation de un pour cent de la taxe de vente prévue par son prédécesseur. Mais surtout, sans mandat de la population, M. Bouchard voudra obtenir l'appui des centrales et du patronat pour entrepren-



D'un déficit de 5,8 milliards à son entrée en poste, le gouvernement péquiste est passé à une prévision d'équilibre pour 1999-2000. Bernard Landry présentant son budget en mai 1996.

dre la croisade du déficit zéro que tous savaient difficile.

Inspirés du sommet de Pointe-au-Pic convoqué par René Lévesque après les élections de 1976, les deux sommets économiques du printemps et de l'automne 1996 donnèrent la légitimité qui lui manquait à Lucien Bouchard ; seule la CEQ, dans les mois qui suivirent, prit ses distances de l'objectif du déficit zéro.

« C'est le volume, la rapidité des

compressions, qui a été imbuvable », observe Gérard Larose, président de la CSN. Les centrales n'ont pas été piégées par l'objectif du déficit zéro, mais le rythme imposé aux coupes « a laissé des traces importantes ».

Toutefois, comme Henri Massé, de la FTQ, M. Larose déplore amèrement l'absence d'une réforme de la fiscalité, promise dans le cadre des sommets, qui aurait fait supporter à l'entreprise privée une plus juste part du fardeau fiscal.

« Sur la réforme de la fiscalité, on s'est fait posséder », affirme M. Larose. Selon lui, il aurait fallu investir pour l'emploi avant de procéder aux diminutions d'impôts accordées par la suite.

Henri Massé observe que le sommet de l'automne 1996 n'a jamais produit « les politiques gouvernementales musclées pour l'emploi » espérées. Quant à la cure minceur imposée au secteur public, « je pense que cela a été mal fait, sous la menace de lois spéciales. Le

printemps dernier, pour la première fois, le gouvernement a mis ses gros sabots dans les relations de travail au municipal, un précédent très dangereux alors que c'était réglé à 90 % ».

Selon Simon Prévost, économiste au Mouvement Desjardins, le redressement des finances publiques n'est pas le fruit de manipulations comptables. « Il y a eu la croissance économique, mais aussi des efforts réels de compressions. » Depuis 1994, l'économie québécoise a crû de 6,3 % contre 3,7 % durant les quatre dernières années du régime libéral. Parallèlement à cette amélioration, on doit ajouter des réductions de dépenses réelles, de l'ordre de 2,1 milliards entre 1994-95 et 1997-98.

Deux fois plus qu'en Ontario

Depuis 1994-95, les compressions de dépenses au Québec furent, toutes proportions gardées, deux fois plus importantes qu'en Ontario. Chez nos voisins, l'affrontement social que déclenchèrent les coupes gouvernementales donnèrent l'impression qu'elles étaient bien plus importantes.

Mike Harris n'a jamais coupé dans la santé, par exemple. « La différence, c'est que M. Harris a pris le risque de donner de fortes diminutions d'impôts — 30 % — financées par une augmentation de la dette ontarienne », explique M. Prévost. « Harris s'est attaqué aux droits mêmes des syndiqués, il a scrapped le Code du travail et eu une collision avec le mouvement syndical », résume M. Larose.

Bien que les données du ministère des Finances ne soient pas toujours limpides — on a assisté au cours des dernières années à une floraison de nouveaux fonds spéciaux, 500 millions pour l'entretien des routes par exemple —, plusieurs indices importants prouvent un assainissement réel de la situation. En 1994-95 par exemple, le poids des dépenses du gouvernement dans l'ensemble de l'économie était de 21,7 % ; il est passé à 18 % cette année, moins qu'il y a dix ans.

Au cœur des compressions, la vaste opération de mises à la retraite accélérées qui aura permis une entente dans le secteur public au printemps 1997. Avec les 30 000 départs, deux fois plus que prévu, le gouvernement peut miser sur une baisse récurrente de près de deux milliards de l'ensemble de sa masse salariale.

Le secteur de la santé et la fonction publique en général ont été durement touchés, mais les enseignants avaient réussi à tirer les marrons du feu en obtenant que tous les départs soient automatiquement remplacés.

Québec devait remplacer tous les employés qui prenaient leur retraite passé l'objectif des premiers 15 000 départs. « Nous, on voit encore beaucoup de chaises vides, des gens qui n'ont jamais été remplacés », déplore maintenant Henri Massé.

Attaquer ou jouer le jeu ?

Québec coïncé entre les militants péquistes et les souverainistes mous dans les relations avec Ottawa

Quand on parle du dossier constitutionnel, des relations fédérales-provinciales, Lucien Bouchard est souvent pris entre deux feux. D'une part, l'aile militante de son parti réclame qu'on multiplie les fronts avec Ottawa et souhaite qu'il s'engage de façon irréversible dans un processus référendaire s'il est réélu. De l'autre, les stratèges péquistes sont conscients que le gouvernement n'a rien à gagner dans l'opinion publique à de constantes confrontations avec le fédéral. Et surtout, le PQ a tout à perdre si les élections deviennent clairement référendaires.

C'est avec cet équilibre précaire en tête que navigue le gouvernement Bouchard depuis trois ans. Et l'attitude de la fermeté plutôt que l'agressivité a probablement été une bonne carte pour obtenir deux déblocages historiques : Ottawa a délégué ses responsabilités en matière de main-d'œuvre, et assuré l'adoption d'un amendement constitutionnel créant les commissions scolaires linguistiques.

En jouant plus en sourdine depuis quelques mois l'antagonisme avec Ottawa et son échancier référendaire, le premier ministre Bouchard n'a pas fait que des heureux dans son parti. Dans les coulisses, des présidents régionaux soulignent que bien des militants n'ont pas digéré le virage à 180 degrés du conseil national de septembre. M. Bouchard y avait fait ravalier à



Jacques Parizeau et Lucien Bouchard, deux manières de traiter avec Ottawa.

son parti une résolution adoptée la veille où son gouvernement s'engageait à tenir un référendum au cours de son prochain mandat. Publiquement, pas d'esclandre : Maxime Barakat, père de la première motion, avait proposé le lendemain son contraire. « M. Lévesque, M. Parizeau ne sont pas arrivés à la souveraineté, j'ai confiance que M. Bouchard va nous y amener », expliquait cette semaine M. Barakat, président régional de Montréal-Ville-Marie, qui regroupe 17 comtés. En outre, l'appui surprenant de Jacques Parizeau à la stratégie des « conditions gagnantes », comme passage obligé au référendum, donne une image d'unité au clan souverainiste sur ce

talon d'Achille du gouvernement Bouchard.

« La relation de M. Bouchard avec son parti est bonne actuellement, car ceux qui n'étaient pas d'accord sont partis », affirme Bruno Viens, ancien président de Montréal-Ville-Marie. Pour lui, toutefois, la résolution qui voulait forcer un référendum au prochain mandat était une mauvaise stratégie.

La liste du « butin »

En tout début de campagne, Lucien Bouchard soutenait qu'avec un gouvernement souverainiste, le Québec était plus à même de « tirer du poignet » avec le fédéral, « d'aller chercher son butin à Ottawa », selon l'expression de Duplessis.

En fait, la proximité des élections fédérales n'était sûrement pas étrangère au règlement du dossier de la main-d'œuvre. Quant aux commissions scolaires linguistiques, comme la main-d'œuvre d'ailleurs, le consensus favorable était si large au Québec qu'il était difficile à Ottawa de s'y opposer.

Parmi les contentieux réglés entre Ottawa et Québec depuis l'arrivée au pouvoir du PQ, la main-d'œuvre, 450 millions de transferts annuels d'Ottawa, est de loin le plus important. Jacques Parizeau avait aussi obtenu le règlement de la facture du référendum de 1992, 42 millions, et le paiement d'une facture de 103 millions pour l'éducation des jeunes autochtones.

En revanche, des contentieux énormes durent : Québec réclame une indemnité de deux milliards, au même titre que les Maritimes pour la perception de la TPS. Le gouvernement Bouchard est aussi en guerre avec Ottawa sur une enveloppe de 500 millions, la portion québécoise des bourses du millénaire.

Il y a un contentieux Ottawa-Québec sur l'ardoise du grand verglas de janvier 1998 : Québec réclame près de 800 millions en compensation.

La facture du Palais des congrès est aussi en attente ; Québec a donné le feu vert à la construction, mais espère obtenir 70 millions d'Ottawa dans ce dossier. La mise en place des garderies à 5 \$ ayant aussi eu un impact sur la fiscalité

des Québécois, Québec veut qu'Ottawa lui renvoie 50 millions à ce titre. Le Québec a exercé son droit de retrait pour un nouveau transfert fédéral pour enfants, mais Ottawa n'a pas voulu le compenser directement — les fonds, 850 millions, seront transmis aux parents.

Des négociations suspendues sur la mise en place d'un congé parental québécois, financé à même la portion québécoise de la caisse de l'assurance-emploi, bloque la mise en place d'un programme de 300 millions.

Sur cette longue série de contentieux Québec a paru garder un profil bas depuis les dernières semaines, histoire de ne pas donner l'impression de cultiver les « chicanes ».

« On ne cherche pas la chicane. Le Québec défend ses intérêts et on est présent chaque fois que nos intérêts sont en cause », a expliqué récemment Joseph Facal, ministre des Relations intergouvernementales, qui se défend de vouloir reléguer au second plan les contentieux Ottawa-Québec.

« On est un gouvernement souverainiste qui, en attendant que le cadre politique se modifie, fait que les choses fonctionnent », indiquait M. Facal. Le ministre en veut pour preuve la collaboration du gouvernement Bouchard aux conférences fédérales-provinciales. Québec a été présent à 88 % des occasions cette année. Le seul creux a été l'année référendaire 1995 avec seulement 45 rencontres intergouvernementales, un taux de 61 %.

Bilan du gouvernement Bouchard

Montréal est toujours un casse-tête



Martin Pelchat

du bureau de La Presse
QUÉBEC

Si la santé a constitué le talon d'Achille du Parti québécois tout au long de son mandat, parions que Montréal a aussi donné plusieurs maux de tête à Lucien Bouchard et son équipe.

La Ville de Montréal est de l'avis général en quasi-tutelle et le nouveau ministère de la Métropole, auquel le premier ministre avait confié en janvier 1996 la tâche de piloter la relance de la région, s'est transformé selon les mauvaises langues en ministère de la « Réfrigération », avec la mise au congélateur de ses deux grands chantiers : la Commission de développement de la métropole et la fusion des sociétés de transport. Deux projets appuyés par Montréal mais taillés en pièces en banlieue.

Montréal International, une autre initiative de coordination régionale, cette fois dans le domaine très éclaté de la prospection des investissements à l'étranger et de la promotion internationale de Montréal, a survécu jusqu'à maintenant. Mais la société se heurte depuis sa création à de multiples résistances locales et joue encore sa peau, depuis quelques mois, sur l'intégration des activités de prospection de la CUM et de Laval.

« À la décharge du gouvernement, peut-être que l'agglomération n'a pas souvent parlé d'une seule voix », note Jacques Léveillé, spécialiste des sciences politiques à l'UQAM et observateur attentif de la scène municipale montréalaise.

La performance décevante du ministère de la Métropole « s'explique peut-être par le peu de réceptivité du milieu et probablement par la volonté du gouvernement de ne pas se braquer les gens des couronnes », ajoute Pierre Hamel, spécialiste des finances publiques et des politiques locales à l'INRS-Urbanisation, en remarquant qu'on trouve dans les banlieues Nord et Sud plusieurs comités péquistes.

« On est loin de quelque chose qui ressemblerait à une instance régionale », constate-t-il. Une CUM

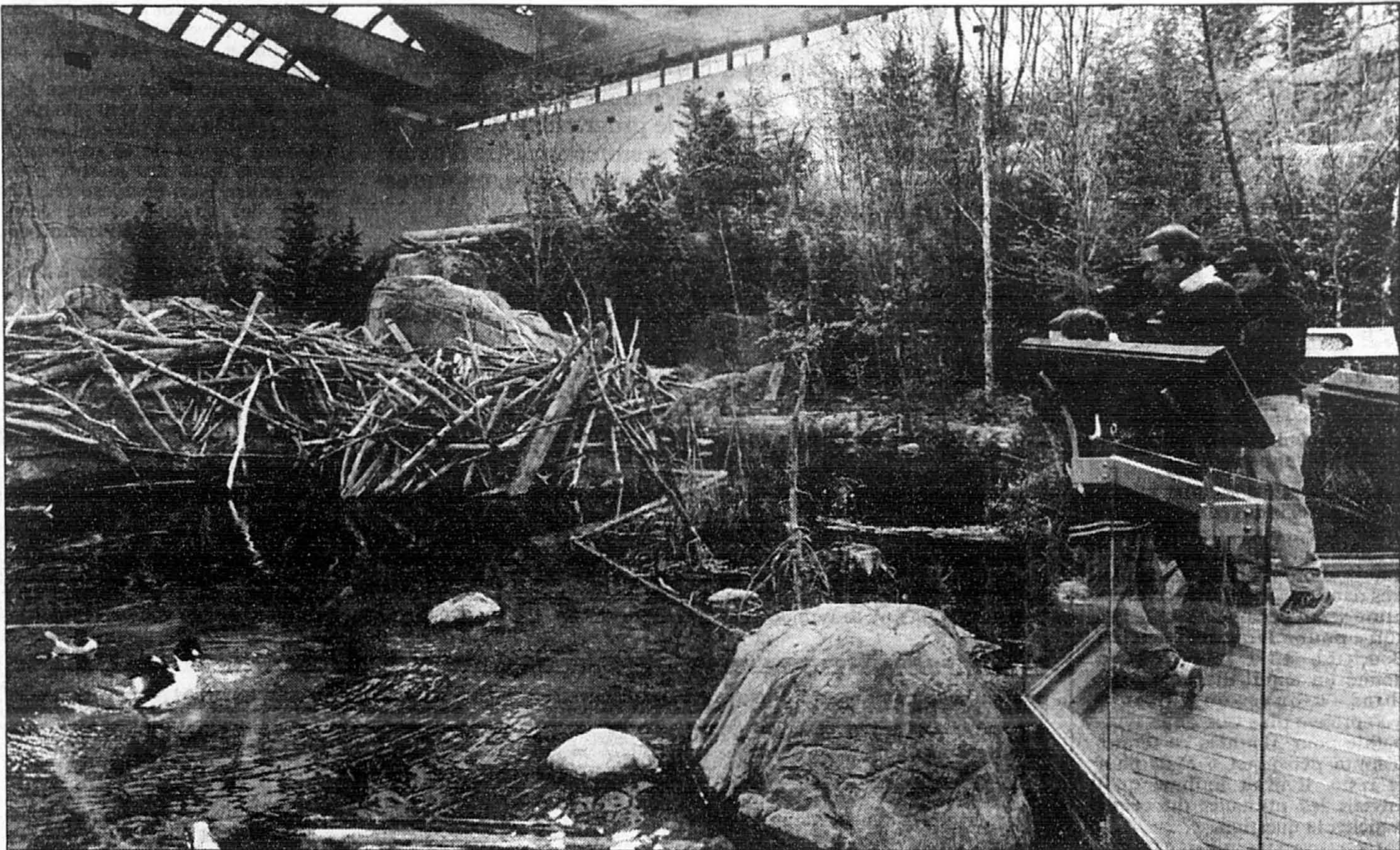


PHOTO: La Presse

Pour régler d'ici au pacte fiscal promis pour l'an 2000 le criant problème budgétaire de Montréal, Québec a créé la Société mixte de gestion Marie-Victorin, où sont désormais regroupées les installations, comme le Biodôme ou le Jardin botanique, dont le rayonnement dépasse les limites municipales. Le gouvernement injectera ainsi 54 millions par année d'ici 2001 à Montréal. Avec l'appui à la nouvelle technologie et l'Agence métropolitaine de Montréal, l'un des quelques bons coups de Québec dans la métropole.

élargie ? L'idée a été évoquée par le ministre des Affaires municipales, Rémy Trudel, mais est demeurée « un coup d'épée dans l'eau », dit Jacques Léveillé.

Ce dernier s'attend d'ailleurs à ce que le ministère de la Métropole ne survive pas aux élections. « Je ne peux pas voir ce qu'ils peuvent sortir de leur chapeau après ces échecs. »

Tutelle

Les deux hommes reconnaissent par ailleurs que la « présence attentive » de Québec dans les finances défailtantes de Montréal a toutes les allures d'une tutelle. « Mais je me mets à la place de Québec, dit M. Hamel. Ils se retrouvent avec un sérieux problème dans la mesure où Montréal ne parvient pas à boucler son budget. »

Pour solutionner cette année le criant problème budgétaire de Montréal, Québec a créé la Société mixte de gestion Marie-Victorin, où sont désormais regroupées les

installations, comme le Biodôme ou le Jardin botanique, dont le rayonnement dépasse les limites municipales. Le gouvernement injectera ainsi 54 millions par année d'ici 2001 à Montréal. Mais à terme, seul un nouveau pacte fiscal, promis pour l'an 2000, mettra fin aux « rapiécages annuels ».

« Oui, possiblement qu'ils sont un peu plus présents qu'ils devraient », dit M. Léveillé. Mais quand une collectivité n'est pas capable de se prendre toute seule en main, c'est dangereux que quelqu'un soit là à regarder par-dessus son épaule. »

Le coup de pouce de Bernard Landry à la nouvelle technologie apporte les meilleures notes au bulletin général du PQ, note Pierre Hamel. « Les actions du gouvernement du Parti québécois sont loin d'avoir nui à l'économie de Montréal », dit-il.

Le programme électoral du PQ mise sur des statistiques améliorées : 20 000 emplois créés depuis

le début de 1998, régression de 2,4 % du chômage, 21 400 prestataires de la sécurité du revenu de moins depuis 1994 et augmentation de 25 % en 1998 des investissements privés. « Tout le retard n'est pas encore rattrapé mais l'espoir est de retour », dit la plateforme du parti.

Pierre Hamel estime pour sa part qu'au moins, le discours et les intentions ont changé avec l'arrivée du PQ. « Le gouvernement précédent, c'était Marc-Yvan Côté qui voulait donner de l'air à Montréal et faire implorer l'Hôtel-Dieu ! »

Coup de force

Ironiquement, c'est peut-être lorsqu'il s'est imposé que ce gouvernement, chantre de la concertation, a le mieux réussi ses actions métropolitaines. La création de l'Agence métropolitaine de transport, en 1996, a été un « coup de force » du gouvernement. L'Agence, dont le conseil est formé majoritairement de ses représen-

tants, peut imposer ses décisions aux autorités locales.

L'AMT se voulait une première tentative concrète de rétablir l'équité régionale, dans le financement des équipements de transport en commun qui profitent à toute la région, comme le métro et les trains de banlieue. Elle suscitait beaucoup de méfiance, mais elle a notamment implanté l'intégration tarifaire du transport en commun régional, attendue depuis des années.

Ce qui fait croire à Jacques Léveillé que le temps de la consultation est terminé. Depuis le rapport de 1993 du Groupe de travail Pichette sur Montréal et sa région, un rapport demeure sans suites, les acteurs ont été maintes fois consultés... sans résultats. « Les gens en ont plein leur chapeau. »

Le professeur croit que Québec n'a guère plus d'autre choix que de dire : c'est moi qui ai l'argent, je m'en vais par là. « Si vous voulez me suivre, venez. Sinon, vous embarquez quand même. »

Douche froide dans les municipalités

Un sondage CROP réalisé à la fin septembre auprès de 500 maires pour le compte de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) démontre que 61 % d'entre eux sont peu ou pas du tout satisfaits de la performance globale du gouvernement Bouchard dans les affaires municipales.

Il faut dire que depuis la réforme Ryan de 1992, quand les libéraux ont annoncé le retrait du gouvernement du financement du transport en commun, rares ont été les moments de réjouissance pour les élus municipaux.

En novembre 1995, le gouvernement du Parti québécois a tôt fait de les appeler à son tour à « contribuer à l'assainissement des finances publiques », en annonçant une diminution de 47 millions des paiements de transferts. Un an plus tard, Bernard Landry prenait les maires par surprise au moment de la confection des budgets municipaux en abolissant le remboursement partiel de la taxe de vente aux municipalités. Une ponction de 76 millions.

Les maires se doutaient toutefois qu'ils n'avaient pas encore vu le pire et que Québec ne les laisserait pas souffler dans la course au déficit zéro. En avril 1997, en dévoilant son budget, le ministre des Finances fixait leur contribution à 500 millions.

Partenaire

Jusqu'à la conclusion d'une entente avec l'UMQ en octobre 1997, entente imposée à tout le monde municipal et qui a établi la facture à 375 millions, Québec et le monde municipal ont été à couteaux tirés. La saga a aussi divisé les élus, puisque l'Union des MRC n'a jamais accepté l'entente. Les maires de la banlieue de Montréal ont eux claqué la porte de l'UMQ.



Dans son discours d'ouverture du congrès de l'UMRCQ, le premier octobre dernier, Jacinthe Simard, sa présidente, a souligné que les relations Québec-municipalités n'étaient plus les mêmes. « Le gouvernement devra se comporter en véritable partenaire, a-t-elle averti. À l'avenir, il devrait mettre cartes sur table, toutes les cartes, pour

créer un véritable lien de confiance sur lequel nous pourrions tous bâtir. »

Le président de l'UMQ, Mario Laframboise, décerne pour sa part une note de « C » au gouvernement du Parti québécois pour sa gestion des affaires municipales. « C'est encore trop bon, mais ils ont évolué », dit-il.

Les coupes de 500 millions ont agité dirigeants et syndiqués municipaux tout au long de 1997. En avril, des employés manifestaient devant le Palais des congrès, où avait lieu le congrès de l'UMQ. Cinq mois plus tard, les maires de la couronne nord de Montréal manifestaient à Joliette pour dénoncer le gouvernement.

Le gouvernement a au moins réalisé à son avis, dans la saga des transferts, que les « recettes » de compression ou les « pattern » applicables ailleurs avaient peu de chances de donner des résultats dans le monde municipal, régi par des conventions collectives innombrables (675 à l'UMQ) et généreuses — rappelons l'écart de 28 % dans la rémunération globale qui favorise les employés municipaux par rapport à ceux de l'État.

Autre leçon de réalisme : la décentralisation au profit des municipalités annoncée par le gouvernement avant le référendum fut un échec, dit le président de l'UMQ. Il devait y en avoir pour 150 millions.

« Il n'y a pas un ministère qui a

voulu réaliser les objectifs, dit Mario Laframboise. La fonction publique, au Québec, c'est elle qui mène. Peu importe le gouvernement, même s'ils ont de bonnes idées. L'appareil est tellement archaïque que rien ne peut sortir. Résultat : on perd du temps et des énergies. »

La réforme des centres locaux de développement (CLD) actuellement en cours est une autre de ces bonnes idées qui risquent de s'échouer sur le haut fond de la réalité bureaucratique, pense M. Laframboise.

« L'objectif était superbe : remettre aux milieux locaux l'administration des budgets de développement. Le problème est qu'il n'y a pas d'argent. Tous les ministères qui auraient pu injecter des fonds ont décidé de garder leurs enveloppes. (...) Tout le monde est déçu. »

Scepticisme

Présentement, le monde municipal est en attente des résultats des travaux de la commission Bédard sur les finances et la fiscalité locales, dont le rapport doit tomber en mars 1999 et ouvrir la voie du tant attendu pacte fiscal de l'an 2000.

Mais si cette commission nationale, retombée de l'entente d'octobre 1997 avec l'UMQ, suscite beaucoup d'espoirs, notamment à Montréal et dans les autres villes-centres, elle a aussi dû composer avec l'humeur morose de nombreux intervenants.

Lors des audiences de la commission, le président de la Conférence des maires de la banlieue de Montréal, Georges Bossé, a probablement bien résumé l'état d'esprit des élus : « C'est sans grandes convictions mais avec beaucoup de scepticisme que nous nous investissons pour la dixième fois dans un grand exercice de réforme proposé par le gouvernement du Québec, a-t-il dit d'emblée. »

Élections 98

Matane: Rioux doit trimer dur pour obtenir l'investiture péquiste

GILLES NORMAND

Pour sortir victorieux de l'assemblée d'investiture péquiste dans Matane, demain, le ministre du Travail et des Aînés, Matthias Rioux, aura eu à travailler très fort jusqu'à la dernière minute.

Seul ministre du gouvernement Bouchard à faire face à une opposition de l'intérieur, après que Robert Perreault eut disposé de la politologue Josée Legault dans Mercier, le député sortant de Matane doit livrer bataille à un jeune avocat de 25 ans, Reno Bernier, agent de développement économique au Centre local de développement.

Le cabinet du premier ministre n'est pas intervenu dans cette lutte, par souci démocratique soutient-on, mais il est évident que la chute d'un de ses ministres dans une assemblée d'investiture serait gênante. C'est la raison pour laquelle Lucien Bouchard, à la mi-octobre, a donné un appui discret à Matthias Rioux, en disant: « J'éprouve plus que de la sympathie pour Matthias en termes d'appui personnel. » Mais pour le reste, il avait indiqué qu'il laissait les militants du comté trancher la question.

« Je n'ai jamais vu l'entourage de M. Rioux travailler autant », commente son adversaire Reno Bernier, tout en soutenant que la lutte était féroce et que les deux camps travaillaient très fort.

« Qu'importe qui l'emportera dimanche, il n'y aura pas de victoire sans effort », enchaîne-t-il.

Qu'est-ce qui a incité M. Bernier à disputer cette candidature ?

« Je veux rajeunir le PQ et donner aux Matanais un représentant plus disponible dans le comté et qui peut s'engager dans des travaux à long terme. Je veux renouveler toute l'équipe du bureau de comté et faire en sorte que ce bureau donne plus de services aux gens », explique Reno Bernier, qui soutient que ses partisans ont vendu jusqu'ici 1100 cartes de membre.

Il se défend bien d'avoir utilisé quelque argument négatif durant cette campagne contre son adversaire, à qui il reproche de ne plus parler de souveraineté.

« Je veux reprendre le flambeau souverainiste (...) Je veux créer des cellules souverainistes dans chaque comté pour préparer le référendum. Le OUI a obtenu 60 % des votes, en 1995 (dans le comté) ; je vise 70 % ».

Matthias Rioux, lui, soutient qu'il faut un député capable d'aller chercher le gros morceau. « Le PQ n'a pas le droit de connaître la défaite », indiquait-il récemment.

Son jeune adversaire, lui, croit que Matane restera péquiste, « qu'importe qui remportera l'investiture ».

Référendum: Le Bloc insiste

La Presse
OTTAWA

Les députés du Bloc québécois semblent plus pressés que le fondateur de leur parti à tenir un nouveau référendum sur la souveraineté. Après le chef du Bloc, Gilles Duceppe, qui a déclaré mercredi qu'un vote pour le PQ est un vote pour le référendum, c'était au tour hier de la députée Suzanne Tremblay d'aller dans le même sens.

Selon la leader parlementaire adjointe du Bloc, il doit bel et bien y avoir un référendum au cours du prochain mandat si Lucien Bouchard est reporté au pouvoir.

Longuement interrogée sur la question au cours de l'émission « Au coeur d'Ottawa » sur le canal parlementaire C-PAC, la députée de Rimouski-Mitis a indiqué que Jacques Parizeau avait commis une erreur en 1994 en s'engageant à tenir un référendum dès la première année d'un mandat péquiste. « Il ne faut pas se peindre dans le coin », dit Mme Tremblay, qui reconnaît toutefois que Lucien Bouchard devra tenir un référendum vraisemblablement en 2001.

Charest accuse les péquistes de copier le programme libéral

KATIA GAGNON
SAINT-HYACINTHE

En promettant des baisses d'impôts encore plus généreuses que celles des libéraux, Lucien Bouchard a effectué un virage à 180 degrés pour copier le programme du PLQ, estime Jean Charest, qui accuse le premier ministre d'avoir improvisé son plan en commettant, au passage, un « grosse erreur de calcul ».

Le chef libéral, de passage à Saint-Hyacinthe, a fustigé ses adversaires péquistes qui, il y a dix jours à peine, refusaient de s'engager à baisser les impôts. « Les réductions d'impôts, ça n'était pas possible il y a dix jours. Bravo, M. Landry. Bienvenue à la campagne électorale du Parti libéral du Québec. Et merci d'avoir bonifié notre proposition de baisse d'impôts et d'avoir dit aux Québécois que les libéraux avaient raison », a-t-il lancé.

« Celui qui, il y a dix jours, disait qu'il n'y aurait pas de promesse de réduction d'impôts est devenu l'un des plus fervents supporters du PLQ. A ce rythme-là, il

va rejoindre Jacques Parizeau », a-t-il ironisé, à la grande joie de la centaine de militants rassemblés au local de comté du candidat Jean-François Milette.

Mais dans leurs calculs, les péquistes ont cependant commis une erreur de plus d'un milliard, affirme M. Charest, puisque l'abolition de la taxe sur le capital, une promesse du PLQ à l'endroit de la grande entreprise, ne s'applique qu'à partir de la deuxième année d'un mandat libéral. Plutôt qu'un déficit de 600 millions, les promesses libérales se soldent donc par un surplus de 600 millions. « C'est clair: ils ont fait leurs calculs sur un coin de table. Ça prouve à quel

point cette annonce est improvisée. Et quand l'adversaire est obligé de vous imiter, c'est bon signe. La campagne va bien. »

Les annonces économiques du Parti québécois tombaient pile hier, pour le chef libéral. Elles lui ont finalement permis de se replacer à l'offensive, après une journée passée à tenter, sans grand succès, de passer des attaques contre Jean Chretien à des salves à l'endroit de Lucien Bouchard.

Le repositionnement face à Jean Chretien était cependant crucial, estime Jean-Claude Rivest, un vieux routier libéral qui fera désormais partie de la tournée Charest. « C'est toujours important, quand vous vous présentez comme premier ministre du Québec, que les gens perçoivent que vous êtes fondamentalement et exclusivement de leur côté », commente-t-il.

Hier, c'est un article du magazine *L'actualité*, où le premier ministre Bouchard évoque la nécessité d'une « grande réflexion » sur le projet souverainiste, qui a servi de tremplin à Jean Charest. Il accuse Lucien Bouchard de vouloir repartir le

train des commissions sur l'avenir du Québec, qui s'étaient tenues pendant plusieurs mois sous la gouverne de Jacques Parizeau. « Voilà ce qui vous attend si le PQ est élu: d'autres commissions itinérantes. D'autres réflexions sur la souveraineté », a dénoncé M. Charest, dont l'autobus suivait hier la tournée du premier ministre à la trace, en se rendant dans le comté de Bourget, puis dans celui de Saint-Hyacinthe.

Lors d'une visite au pavillon de radio-oncologie de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, le chef libéral avait aussi tenté sans succès, pour la deuxième journée de suite, de braquer les projecteurs sur son programme en matière de santé. M. Charest promet notamment d'instaurer un réseau de cliniques privées ouvertes jour et nuit, mais il refuse toujours de donner les détails de son projet et notamment d'en préciser les coûts. « Ça s'organise autour des omnipraticiens. On est prêts à s'asseoir avec eux. Oui, il y a des coûts de rattachés à ça, oui, on en parlera », se borne-t-il à dire.

Le sénateur Rivest confirme sa présence auprès de Charest

NORMAN DELISLE
Presse Canadienne

Les libéraux de Jean Charest ont reçu du renfort, hier, en la personne du sénateur conservateur Jean-Claude Rivest.

M. Rivest accompagnera le chef libéral au cours des prochains jours, prodiguant conseils et avis, sans compter ses éternelles discussions amicales avec les journalistes.

Sénateur conservateur nommé en mars 1993 par Brian Mulroney, M. Rivest a été pendant plus de 15 ans un des bras droits du premier ministre québécois Robert Bourassa. Il a été son conseiller constitutionnel, en plus d'être un ami personnel.

Le sénateur estime naturellement que les chances de son poulain Jean Charest sont excellentes.

« Ils sont à égalité mais la campagne ne peut que favoriser M. Charest, a-t-il dit. Il ne peut qu'améliorer sa situation. »

Un des buts de la stratégie libérale sera de corriger les « fausses perceptions » qui ont pu avoir cours en début de campagne à l'endroit du programme libéral, a expliqué M. Rivest.

M. Rivest a admis que ce n'est pas avec enthousiasme qu'il a laissé temporairement ses fonctions sénatoriales pour se relancer sur le terrain de la lutte électorale.

« Ça ne me le disait pas beaucoup mais c'est difficile de dire non à Jean Charest », a-t-il dit.

Le sénateur a expliqué que la campagne électorale se déroulera principalement dans les régions-clés que constituent les villes de Montréal et de Québec, leurs banlieues, et dans les circonscriptions qui forment un corridor entre les deux villes.



PHOTO PC

Sur les traces de Bouchard

L'autobus de Jean Charest a suivi à la trace la tournée du premier ministre Bouchard, hier, en se rendant dans le comté de Bourget (photo), puis dans celui de Saint-Hyacinthe. Le chef libéral a notamment ironisé sur la promesse péquistes de diminuer les impôts. Il a aussi tenté sans succès, pour la deuxième journée de suite, de braquer les projecteurs sur son programme en matière de santé.

À propos d'impôts



Denis Lessard

du bureau de La Presse
QUÉBEC

Rien de moins surprenant que de voir un politicien faire miroiter des réductions d'impôts en campagne électorale. Mais cela devient un peu étonnant quand ces promesses viennent d'un parti qui avait promis, justement, de ne pas en faire.

À la troisième journée de campagne, hier, le premier ministre Lucien Bouchard a indiqué que, réélu, le gouvernement du Parti québécois baisserait les impôts des particuliers de 3,2 milliards au cours du prochain mandat, une baisse de 9 % du fardeau fiscal des familles.

Si on ajoute les 500 millions de baisses d'impôts applicables cette

année, c'est une réduction totale de 12 % en six ans dont auront bénéficié les particuliers, soutient le chef péquiste.

Les promesses de baisses d'impôts sont aussi prévisibles que les affiches quand les élections approchent. Le PQ n'invente rien à ce chapitre, il hausse la mise devant l'adversaire. Un sondage SOM montrait hier que le fardeau fiscal était la préoccupation de 13 % des électeurs seulement, mais les stratégies politiques expliquent que chez le 20 % d'électeurs encore indécis, la baisse des impôts est une préoccupation centrale.

Jean Charest y était allé de ses engagements il y a deux semaines au conseil général du PLQ, à Saint-Jean. Le PLQ vise une réduction de 8,9 % du fardeau fiscal des contribuables durant un prochain mandat: 500 millions dès la première année et 200 millions supplémentaires par année pendant quatre ans par la suite.

À cet engagement d'une valeur de 4,5 milliards pour les individus, le PLQ ajoute sa promesse d'une élimination de la taxe sur le capital pour les entreprises, une facture de 4,2 milliards, toujours pour la durée du mandat d'un gouvernement libéral.

Le PLQ avait à peine fini d'exposer ses engagements, il y a deux se-

maines, à Saint-Jean, que le ministre des Finances, Bernard Landry, convoquait une conférence de presse à Montréal pour y dénoncer le manque de rigueur de l'équipe Charest. Car, pour M. Landry, promettre des baisses d'impôts précises, chiffrées, frôlait la démagogie. « Ce n'est pas très honnête de donner un chiffre avec de l'argent qu'on n'a pas. C'est dire aux gens: je vais te faire un cadeau avec l'argent que je n'ai pas », avait soutenu le vice-premier ministre. Il n'était pas question alors, toujours selon M. Landry, que le gouvernement Bouchard se lance dans des promesses « chiffrées » quant aux réductions d'impôts. Il refusait de s'engager même à ce qu'un pourcentage de réduction ou un échéancier fasse partie des promesses de son parti.

Au cabinet du vice-premier ministre, hier, on expliquait que ce qui était « malhonnête » du côté libéral, c'était de promettre des baisses d'impôts pour le prochain budget, avant même l'atteinte du déficit zéro. Ce n'est pas avant 18 mois que les contribuables québécois bénéficieraient des baisses qu'entrevoit le gouvernement Bouchard.

Le Parti québécois prévoit que les revenus de l'État croîtront de 13,3 milliards. De ce montant, 7,6 milliards seront aiguillés vers les

réseaux de la santé et de l'éducation, qui ont eu à subir les compressions sévères pour arriver au déficit zéro. Le solde, 5,8 milliards, sera partagé entre les réductions d'impôts pour les contribuables et des initiatives nouvelles, dans la santé, l'éducation et pour contrer la pauvreté.

Il y a un mois, flanqué de ses hauts fonctionnaires, le ministre Landry a indiqué que les surplus budgétaires étaient loin d'être évidents pour l'année financière en cours: personne n'osait spéculer sur la croissance tant l'avenir était incertain. Aux Finances, on commençait à peine la revue annuelle des principaux indicateurs économiques pour les prochaines années.

Pour étayer les engagements de M. Bouchard hier, les économistes du Parti québécois ont tablé sur une croissance réelle moyenne de 2 % du produit intérieur brut québécois dans une économie où l'inflation atteindrait 1,5 %.

Pour François Dupuis, économiste principal du Mouvement Desjardins, il s'agit d'une prévision tout à fait réaliste. Le Mouvement Desjardins, dont la boule de cristal ne pêche pas par optimisme dans l'ensemble des prévisions privées, revoyait ses chiffres la semaine dernière. On entrevoit une croissance annuelle qui oscillerait entre 2,2 et 3,7 % d'ici 2002.

Élections 98

Vera Danyluk tentée par les libéraux

La présidente de la CUM se présenterait dans Mont-Royal

MARTIN PELCHAT

La présidente du comité exécutif de la CUM, Vera Danyluk, s'avoue très tentée par l'invitation que lui fait Jean Charest de se lancer en politique provinciale avec les libéraux dans le comté de Mont-Royal.

« La tentation est forte, c'est sûr, dit-elle. Le goût de relever ce genre de défi, je l'ai depuis dix ans. »

Ancienne mairesse de Mont-Royal, Mme Danyluk avait d'abord dit non aux représentants libéraux du comté Sirois, qui avait pour mandat de dénicher des candidatures. Mais le clan Charest est revenu récemment à la charge et Mme Danyluk se donne maintenant quelques heures de réflexion avant de donner sa réponse définitive, probablement dimanche. L'appui de son mari sera déterminant, note Mme Danyluk.

Conflits avec la banlieue

Dans son entourage, plusieurs sont convaincus qu'elle se lancera dans l'aventure. D'autant plus que Mme Danyluk a publiquement critiqué le gouvernement Bouchard et sa gestion des affaires métropolitaines dans des entrevues publiées au cours des dernières semaines par *La Presse* et *Le Devoir*.

Reconnue pour son franc-parler, la présidente entretient par ailleurs des relations difficiles avec plusieurs maires de banlieue depuis qu'elle a obtenu, l'an dernier, contre le souhait de la direction de la Conférence des maires de la banlieue de Montréal (CMBM), un renouvellement de son mandat.

La CMBM a même publié cette semaine un communiqué où elle « tient à se dissocier » des propos émis par Mme Danyluk dans une récente entrevue au *Devoir*. « Il est absolument étonnant que madame Danyluk fasse connaître via les journaux un certain nombre de scénarios budgétaires alors que les membres du comité exécutif de la CUM n'ont pas encore statué à leur niveau sur un scénario à privilégier », écrit le président de la conférence, Georges Bossé, dans cette remontrance publique.

Ce contexte conflictuel pourrait bien convaincre Mme Danyluk de changer d'arène politique. Elle n'ignore pas non plus qu'un événement gouvernement Charest lui réservera sans doute un siège de ministre et qu'elle aurait peut-être enfin la chance de réaliser pour la région de Montréal des actions que comme présidente de la CUM, elle est impuissante à mener.



PHOTO: La Presse

Contestée à la CUM, Vera Danyluk pourrait aller à Québec pour avoir les mains libres à Montréal.

Si elle se présente dans Mont-Royal Mme Danyluk affrontera un candidat du Parti québécois qu'elle connaît bien, soit le criminologue André Normandeau, un des promoteurs de la police communautaire, concept implanté par la police de la CUM.

Sans se faire d'illusions sur ses chances de l'emporter dans ce

comté sûr pour le PLQ, M. Normandeau, qui avait tenté en vain sa chance dans Viger en 1985, espère que la candidature de Mme Danyluk lui permettra néanmoins de lancer d'intéressants débats, notamment sur la « police de proximité ».

Elle affirme en outre avoir souvent senti que les gens qui nous gouvernent à Québec « ne connaissent pas vraiment la région de Montréal ». « Ils n'ont pas vraiment la sensibilité », dit-elle. « J'ai parlé à mes collègues. Il y en a qui me disent : allez-y, il y a des choses à faire à Québec. D'autres me disent non. »

Vera Danyluk dit ainsi se trouver devant un choix difficile. « C'est un dilemme, parce que je sens vraiment que j'ai un engagement avec la CUM. »

Si elle se présente dans Mont-Royal Mme Danyluk affrontera un candidat du Parti québécois qu'elle connaît bien, soit le criminologue André Normandeau, un des promoteurs de la police communautaire, concept implanté par la police de la CUM.

Sans se faire d'illusions sur ses chances de l'emporter dans ce

comté sûr pour le PLQ, M. Normandeau, qui avait tenté en vain sa chance dans Viger en 1985, espère que la candidature de Mme Danyluk lui permettra néanmoins de lancer d'intéressants débats, notamment sur la « police de proximité ».

Guy Leblanc aussi tenté

Une autre personnalité en vue de la scène municipale, le maire Guy Leblanc, de Trois-Rivières, serait également sur le point de faire le saut avec l'équipe de Jean Charest.

Maire de cette ville de la Mauricie depuis 1990, M. Leblanc est vice-président de l'Union des municipalités du Québec. La direction locale du PLQ l'a invité publiquement le 23 octobre à briguer les suffrages aux élections du 30 novembre.

Il a toutefois été impossible hier de joindre M. Leblanc, qui a été réélu par acclamation à la mairie le 9 octobre dernier. Il doit présider une séance du conseil lundi soir. On s'attend à ce qu'il fasse connaître sa décision d'ici là.

EN BREF

Les réseaux optimistes

Le consortium des trois réseaux de télé (Radio-Canada, TVA et Télé-Québec) s'est déclaré optimiste hier à l'issue d'une rencontre avec les représentants des trois partis pour la tenue d'un débat des chefs.

Questions des CS

Dans un communiqué émis hier, la Fédération des commissions scolaires du Québec dit s'interroger sur les investissements que les leaders des trois partis entendent effectuer dans le réseau scolaire. Les 1100 élus scolaires précisent qu'ils continueront à poser cette question tant qu'ils n'auront pas obtenu « une réponse claire ».

Silence à Fredericton

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Camille Thériault, ne s'impliquera pas durant la campagne électorale québécoise, à moins que le chef du Parti libéral du Québec ne l'y invite. Il n'a cependant pas caché sa préférence pour l'élection d'un chef politique fédéraliste.

Presse Canadienne

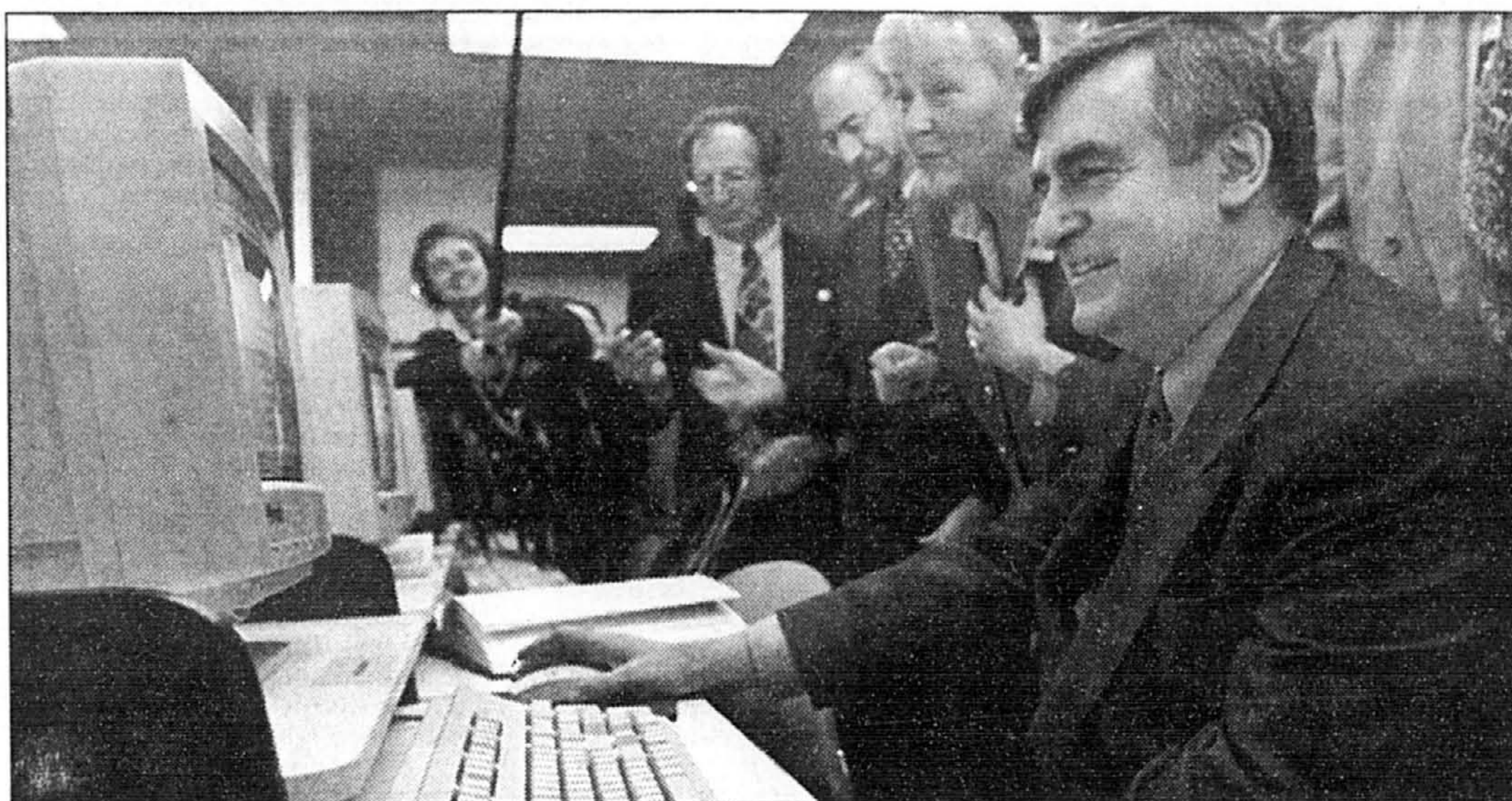


PHOTO PC

Détente virtuelle

Sous le regard de Pauline Marois, le premier ministre Bouchard a tâté de la souris hier à l'Institut de technique agroalimentaire de Saint-Hyacinthe, à l'occasion de l'inauguration d'un centre de documentation.

Réactions mitigées au plan libéral sur la santé

JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

Le programme électoral du Parti libéral en matière de santé, et particulièrement l'intention qu'on y retrouve de dépouiller les CLSC de leur rôle de porte d'entrée du réseau, est loin de susciter un enthousiasme délirant dans le milieu.

« La mission des CLSC, c'est la santé et les services sociaux et je ne pense pas qu'on puisse parler de santé si on n'a pas de médecins », souligne Cécile Légaré, présidente du conseil d'administration du Regroupement des CLSC de Montréal. « Le médecin qui travaille en CLSC peut déceler les problèmes de violence familiale, de dépression, etc., et travailler avec une équipe multidisciplinaire, ce qui n'est pas souvent le cas en clinique privée. »

Dans son plan intitulé *Pour un Québec en santé*, dévoilé jeudi, le PLQ prévoit confier aux cliniques médicales, en complémentarité avec les urgences des hôpitaux, la responsabilité des services de première ligne, 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Les CLSC se con-

cerneraient désormais à la prévention, aux services sociaux et aux soins à domicile, et ne dispenseraient plus de services de médecine générale que dans les régions où les cliniques privées sont en nombre insuffisant.

« La position du Parti libéral est un peu trop absolue, a commenté le président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), le Dr Renald Dutil. Dans les milieux urbains, la prévention devrait être la mission principale des CLSC, mais les omnipraticiens qui y travaillent devraient aussi avoir la possibilité d'exercer en médecine courante. »

Fusions complétées

Par ailleurs, la volonté des libéraux d'imposer un moratoire sur

les plans de consolidation des régions régionales apparaît futile à plusieurs observateurs, les grandes opérations de fermetures et de fusions d'hôpitaux étant pour la plupart terminées. « On est rendu trop loin, il faut maintenant de la continuité dans la réforme, sinon on va se retrouver dans une situation encore plus difficile que celle que l'on connaît », opine le Dr Dutil.

À la Conférence des régies régionales de la santé et des services sociaux, qui regroupe les 18 régies de la province, on était tout simplement furieux. « C'est reçu comme une insulte, parce que les plans de consolidation (qui couvrent les années 1998 à 2001) sont soumis démocratiquement à l'ensemble des partenaires des régions », a déclaré le vice-président exécutif de la Conférence, Paulin Dumas. « Pour les membres de la Conférence, c'est inacceptable. »

Selon M. Dumas, il est également faux de dire que les régies coûtent trop cher, contrairement à ce qu'affirme le PLQ. « Depuis 1994-95, notre budget global est resté stable à 83 millions, nos effectifs ont diminué de 9,8 % et nous

avons absorbé 10 millions de hausse de coûts, alors même qu'on se faisait confier 15 ou 20 nouveaux mandats », a-t-il indiqué.

Pour sa part, le président de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN), Louis Roy, estime que le partenariat public-privé proposé par les libéraux pour les services de soutien (buanderie et cuisines, notamment), ne produirait pas d'économies, « à moins d'avoir du cheap labor — et encore, après quelques années, quand l'établissement s'est débarrassé de ses installations et de son expertise, il est à la merci du privé ».

Quant à la présidente de la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec, Jennie Skene, elle s'est réjouie de la promesse du parti de Jean Charest d'accroître le rôle des infirmières en milieu scolaire. Mais elle prend l'ensemble du programme libéral avec un grain de sel. « On n'est pas naïves, a-t-elle dit, on sait qu'on va avoir plein de belles promesses pendant la campagne. Ce qu'on craint c'est le lendemain du 30 novembre. »

Mario Dumont dénonce la fermeture d'un foyer

Presse Canadienne
YAMACHICHE

Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, a profité de son passage hier en Mauricie pour rendre visite aux résidents d'une maison de retraite menacée de fermeture.

« Votre foyer est devenu un symbole de l'écart qui se creuse entre les besoins de la population et les planificateurs perchés dans leurs tours à bureaux », a-t-il dit aux locataires du foyer Ernest-Jacob, menacé de fermeture par Québec.

Selon Mario Dumont, cette menace a entraîné une mobilisation qui ne s'est à peu près jamais vue. « On dit de façon très ferme qu'on veut maintenir les services ici », a-t-il déclaré.

« Si on ne respecte pas une manifestation populaire aussi forte, c'est à se demander qui va maintenant pouvoir parler au nom de la population. On a de plus en plus l'impression que les décisions se prennent sans tenir compte des intérêts des gens », a ajouté le chef de l'ADQ. « On bulldoze le monde. Il me semble qu'on n'a pas le droit de déraciner des personnes âgées comme ça. »

Soutenant que le problème vécu à Yamachiche reflète bien la confusion qui règne dans le secteur de la santé et des services sociaux au Québec, M. Dumont s'en est une fois de plus pris aux fonctionnaires qui prennent les décisions. « On part de modèles très théoriques, élaborés dans des tours à bureaux et on impose ça au monde contre leur gré. »

Le candidat adéquate dans la circonscription de Maskinongé, André Labonté, ne croit pas que sur un strict plan financier, la fermeture soit inévitable. « C'est facile de faire parler des chiffres. »

La mairesse d'Yamachiche, Louise A. Bellemare, estime elle aussi que l'avenir du foyer Ernest-Jacob est « un enjeu de taille ». Elle a admis avoir eu l'impression que l'ouverture démontrée par Jean Rochon lors d'une récente rencontre à Québec à ce sujet n'était certainement pas étrangère au déclenchement des élections.

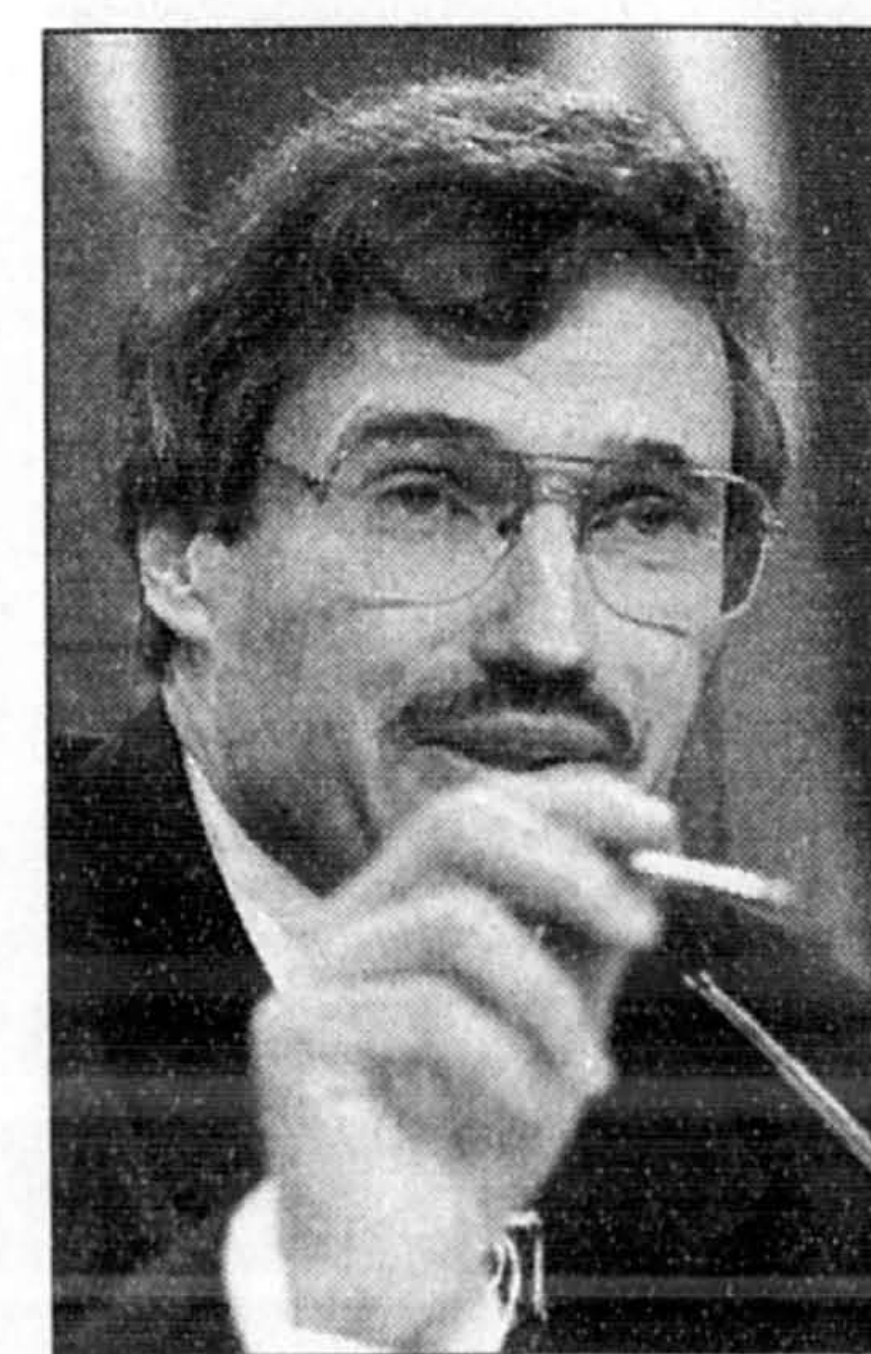


PHOTO PC

Le fermier de Saskatchewan s'est vu refuser un débat avec Joe Clark.

David Orchard refuse de s'avouer battu

GILLES TOUPIN
du bureau de La Presse, OTTAWA

Forcé de se battre jusqu'au 14 novembre pour remporter la direction du Parti conservateur, en raison de la détermination du fermier David Orchard de la Saskatchewan d'aller jusqu'au bout de la course, Joe Clark entend utiliser les deux semaines restantes de la campagne pour entreprendre le travail de reconstruction du parti.

M. Clark avait distancé tout ses adversaires lors du premier tour samedi dernier en remportant 48,51 % des voix. Son plus proche rival, Huhg Segal, le suivait avec 18,9 % alors que David Orchard récoltait un maigre 16 % contre 12 % pour Brian Pallister et moins de 5 % pour le Montréalais Michael Fortier. Ce dernier n'était plus éligible au second tour du 14 novembre alors que Huhg Segal et Brian Pallister se sont inclinés devant la

supériorité de l'ancien premier ministre — dans l'intérêt du parti, ont-ils fait valoir.

Hier, en annonçant qu'il ne se retirait pas de la course, David Orchard a rejeté les allégations à l'effet qu'il maintenait sa candidature dans le but égoïste de se faire connaître davantage et de poursuivre sa campagne contre le libre-échange.

« Je ne demeure pas dans cette course pour me faire de la publi-

cité. Je demeure dans la course pour remporter la direction du Parti conservateur du Canada », a-t-il affirmé au cours d'une conférence de presse.

M. Orchard a aussitôt mis au défi Joe Clark de l'affronter au cours d'un débat public d'ici le 14 novembre.

Les responsables du PC ont néanmoins annulé « la soirée des discours » des candidats qui devait avoir lieu le 13 novembre. Ils affirment que le parti n'a pas les moyens de tenir un tel événement et qu'il ne s'agit pas pour eux de nuire à M. Orchard.

Dans l'ensemble, la plupart des conservateurs de souche sont plutôt mécontents en coulisse de l'insistance de David Orchard à se maintenir dans une course perdue d'avance.

M. Orchard a insisté hier sur les grandes différences qui existent en-

tre lui et Joe Clark. « Sur le plan constitutionnel, a-t-il dit, M. Clark croit en une communauté de communautés. Pas moi. M. Clark a été l'un des artisans de l'accord de Charlottetown, je m'y suis opposé. On doit avoir un gouvernement fédéral fort dans ce pays et on ne pas lui nuire en remettant les pouvoirs aux provinces et aux régions. » M. Orchard a de plus exposé sa philosophie anti-libre-échange en disant que le libre commerce était une menace à la souveraineté canadienne et qu'il ferait perdre des milliers d'emplois aux Canadiens.

Dans le camp de Joe Clark, on insiste en revanche pour dire qu'il faudra quand même convaincre les partisans à voter le 14 novembre prochain, même si la victoire de David Orchard apparaît impossible.

Élections 98

Des ministres sur la corde raide

Le tiers des membres du cabinet Bouchard sont soit franchement menacés, soit en situation incertaine

On perçoit généralement les défaites de ministres comme l'ultime rejet d'un gouvernement. La plupart des membres du cabinet Bouchard devraient échapper à cet opprobre cette année. N'empêche que le tiers d'entre eux sont soit franchement menacés, soit en situation incertaine en ce début de campagne électorale. Voici la situation de chacun :



Mario Fontaine

Lucien Bouchard

(premier ministre)
Ne se fera pas trop d'ulcères avec sa réélection dans Jonquière. Le PLQ lui oppose une jeune femme au foyer, Guylaine Caron.

Pierre Bélanger

(Sécurité publique)
N'avait obtenu qu'un maigre 756 voix de majorité au dernier scrutin dans Anjou. Devenu la tête de Turc des caricaturistes depuis la crise du verglas, il doit se débattre dans un comté qui est loin d'être acquis au PQ. Les libéraux lui opposent un avocat de 24 ans, Jean-Sébastien Lamoureux, fils du président du parti.



Pierre Bélanger

Jacques Brassard

(Transports et leader parlementaire du gouvernement)
Majorité écrasante en 1994 dans Lac-Saint-Jean. Le libéral Noël Girard se dévoue pour la cause cette année.

Paul Bégin

(Environnement et Faune)
Candidat dans Louis-Hébert, il aura plus le controversé André Arthur pour venir brouiller les cartes. Arthur avait obtenu 29 % des voix en 1994 ; le grand mystère, c'est de savoir à qui elles iront cette année. C'est le PDG de la Société de promotion économique du Québec métropolitain, Pierre Boulanger, qui s'oppose à M. Bégin du côté libéral.

André Boisclair

(Relations avec les citoyens)
Avait obtenu plus de 6000 voix de majorité au dernier scrutin dans

Gouin, un comté aux trois quarts francophone. Il fera face à Michelle Daines, directrice d'un groupe financier.

Roger Bertrand

(Services gouvernementaux)
Avait été élu sans trop de mal dans Portneuf en 1994. Le directeur général de la commission scolaire locale, Russel Gilbert, lui fera face cette année pour le PLQ. Portneuf fait partie de ces comtés où les fonctionnaires feront la différence. Des fonctionnaires qui oscilleront entre leur mécontentement à la suite des coupes gouvernementales et leur inquiétude face au virage néolibéral du PLQ.

David Cliche

(Tourisme)
A perdu de justesse en 89, gagné de justesse en 94 (128 voix), et c'est encore de justesse que son sort se jouera cette année contre l'ancien président de Téléfilm Canada, François Macerola, présenté comme une des vedettes de Jean Charest. Une des luttes les plus intéressantes des élections.



David Cliche

Guy Chevrete

(Ressources naturelles, Affaires autochtones et Réforme électorale)
A hésité avant de solliciter un autre mandat dans Joliette, son fief depuis 1976. Aucun risque pour sa réélection.

Denise Carrier-Perreault

(déléguee aux Mines et aux Terres)
Avait obtenu 52 % des suffrages la dernière fois. À noter que l'Action

démocratique avait fait belle figure dans Chutes-de-la-Chaudière en 1994. L'ADQ oppose à Mme Carrier-Perreault un travailleur de bain d'étain, Daniel Jacques. Le PLQ mise sur le maire de Saint-Étienne-de-Lauzon, Christian Jobin.

Rita Dionne-Marsolais

(Revenu)
A connu un mandat mouvementé au sein du cabinet. Elle qui l'avait emporté avec 2500 voix de majorité dans Rosemont. Les libéraux lui opposent un enfant du sérail, Jonathan Sauvé, président de la commission jeunesse du PLQ.

Joseph Facal

(Affaires intergouvernementales canadiennes)
Devrait profiter de son accession récente au cabinet, ainsi que de l'engagement du gouvernement Bouchard de prolonger le métro à Laval. Il en a besoin, ayant obtenu une majorité assez serrée de 1109 voix en 1994. Le Parti libéral lui oppose une agente de bord, Joanne Gauthier.



Joseph Facal

François Legault

(Industrie, Commerce, Science et Technologie)
Nouveau venu en politique, mais il hérite d'un comté sûr pour le PQ, Rousseau, où il fera face au libéral John Redmond.

Louise Harel

(Emploi et Solidarité, Condition féminine)
Est devenue avec les années Mme Hochelaga-Maisonneuve. Réélection assurée.

Louise Beaudoin

(Culture et Communications)
Avait été élue avec à peine 407 voix de majorité en 1994. Elle faisait toutefois face à Lucienne Robillard, une figure de proue du PLQ. Son adversaire de cette année, Pierre Bourbonnais, maire de Chambly, ratisse moins large mais est néanmoins connu dans la région.

Jean-Pierre Jolivet

(Régions)
Député de Laviolette depuis 1976. Lui aussi une valeur sûre pour le PQ. Le Parti libéral lui oppose une comptable, Céline Trépanier.

Guy Julien

(Agriculture, Pêcheries et Alimentation)
Avait arraché Trois-Rivières avec à peine 609 voix de majorité en 1994. Le dossier des producteurs de porcs a été réglé avec célérité récemment mais les libéraux, qui n'ont pas encore de candidat, se disent en mesure de l'emporter.



Guy Julien

Bernard Landry

(vice-premier ministre, Économie et Finances)
Un candidat gagnant dans Verchères. Aucun libéral n'a encore été désigné pour l'affronter.

Nicole Léger

(Famille et Enfance)
S'emploiera à capitaliser sur sa récente nomination au Conseil des ministres pour conserver Pointe-aux-Trembles, l'ancien comté de son père Marcel, dans le giron péquiste. Le PLQ lui oppose un avo-

cat de 34 ans, Richard Lacharité.

Jacques Léonard

(Conseil du Trésor)
N'a pas de soucis à se faire pour sa réélection dans Labelle. Le Parti libéral lui oppose un commerçant, Raymond Laporte.

Pauline Marois

(Éducation)
Devrait à nouveau obtenir une forte majorité dans Taillon, contre la libérale Nicole Bourget-Laramée, gestionnaire.

Serge Ménard

(Justice)
A obtenu une majorité de 1733 voix dans Laval-des-Rapides en 1994, un score relativement modeste dans ce comté longtemps libéral. Le PLQ n'a pas encore de candidat, mais prétend avoir des chances.



Serge Ménard

Robert Perreault

(Métropole)
A davantage de difficultés avec ses propres troupes péquistes qu'avec l'ensemble des électeurs de Mercier. Sa réélection dans l'ancien comté de Gérard Godin, contre la libérale Elizabeth Da Silva, ne fait pas de doute.

Matthias Rioux

(Travail et Aînés)
A lui aussi plus de misère avec les siens qu'avec les libéraux dans Matane. Ceux-ci lui opposent un conseiller municipal, André Otis, qui a pour tâche de combler un écart de 20 points.

Jean Rochon

(Santé et Services sociaux)
Est la tête de Turc des libéraux à travers le Québec. Réussiront-ils à le déloger du comté de Charlebourg, où il obtenait une énorme majorité en 1994 ? Le gladiateur libéral n'a pas encore été nommé.

Sylvain Simard

(Relations internationales et Francophonie)
Ne devrait pas avoir trop de mal à être réélu dans Richelieu, même si certains lui ont reproché un manque de présence dans le comté. Il fera face au libéral Gilles Ferlatte, consultant en sécurité.

Pourquoi Charest a fait de la santé « la priorité des priorités »

ANDRÉ PRATTE

En conférence de presse avant-hier, Jean Charest a répété et répété que pour les libéraux, la santé est « la priorité des priorités ». Pourquoi la santé plutôt que la pauvreté ? Ou la dette ? Ou l'avenir politique du Québec ?

Parce que si on en croit les sondages, la santé est de loin la principale préoccupation des Québécois. Dans le dernier CROP-La Presse-TVA-Toronto Star, 36 % des personnes interrogées ont mentionné la santé quand on leur a demandé quel était le principal problème auquel doit faire face le Québec.

Les choses ont bien changé. Durant la campagne électorale de 1989, alors que Jacques Parizeau tentait de déloger Robert Bourassa, CROP avait posé une question similaire. Seulement 2 % des participants avaient choisi la santé. Par contre, 15 % avaient répondu l'environnement. Il faut dire qu'à l'époque, un cargo sillonnait les mers à la recherche d'un port où il pourrait débarquer les BPC de Saint-Basile-le-Grand !

Combien de personnes ont mentionné l'environnement comme priorité cet automne ? Sur les 1002 personnes interrogées par CROP, aucune. Zéro. Voilà qui explique que, tous deux anciens ministres de l'Environnement à Ottawa, Lucien Bouchard et Jean Charest ne prononceraient pas une fois les mots « développement durable » au cours de la présente campagne.

Info santé

« L'environnement est un thème qui a été progressivement évacué



Évolution des préoccupations des électeurs québécois*

	1989	1994	1998
Économie, emploi	23 %	38 %	31 %
Santé	2 %	3 %	36 %
Langue	8 %	0 %	2 %
Environnement	15 %	0 %	0 %
Déficit, dette	0 %	2 %	6 %
Taxes, impôts	3 %	1 %	2 %
Dossier constitutionnel	1 %	19 %	5 %

* Le libellé de la question a quelque peu varié d'un sondage à l'autre.

Sources: Sondages CROP

Infographie La Presse

de l'ordre du jour, remarque le politologue Denis Monière. Les problèmes n'ont pas disparu, mais ça ne fait plus les manchettes.

Ce qui fait les manchettes depuis plusieurs mois, c'est la santé. M. Monière a calculé que durant une période de 55 jours le printemps dernier, la santé a fait l'objet de 61 nouvelles à la télé de Radio-Canada et 82 à TVA. « Si les médias portent toute leur attention sur la santé, il n'est pas étonnant que les gens ne pensent qu'à ça », souligne le professeur de l'Université de Montréal.

Grégoire Gollin, le sondeur du

PLQ, est convaincu que la préoccupation des Québécois à cet égard n'est pas un phénomène temporaire. « C'est une réalité vécue, ce n'est pas le produit d'un conditionnement médiatique. On le voit dans les focus groups, les gens en parlent avec leurs tripes », affirme le président de Créatec.

Au fil des ans, la situation économique est tout de même la préoccupation la plus constante des Québécois. Si on regroupe les réponses relatives à l'économie et au chômage, on constate que ce thème arrive toujours au premier rang des priorités des électeurs, ou pas loin.

« Chez les hommes et parmi les jeunes, fait d'ailleurs remarquer M. Gollin, les questions économiques arrivent presque à égalité avec la santé. Tandis que parmi les femmes et les gens plus âgés, c'est nettement la santé. » Les personnes âgées, c'est connu, sont déjà acquiescentes à la cause libérale. Quant aux femmes, que rebute la souveraineté, le dernier CROP les révélait hésitantes à l'égard du PLQ, version Charest.

Cynisme et résignation

En étudiant le graphique ci-contre, le lecteur remarquera que la courbe « taxes et impôts » frôle le zéro. Depuis dix ans, quand on interroge les Québécois sur ce qui les inquiète, à peine 1 % ou 2 % évoquent spontanément le fardeau fiscal. Pourquoi ? Cynisme et résignation, répond le sondeur libéral Grégoire Gollin :

« Résignation parce que les gens ont de la difficulté à comprendre d'où viendrait l'argent alors que tout le monde dit qu'on n'en a pas. Cynisme parce que si on parle de baisse du fardeau fiscal sans un raisonnement bien étayé autour, les gens n'y croient pas. »

Cela dit, sondeurs et politologues doutent qu'il existe un lien net entre les préoccupations mentionnées par les électeurs dans les sondages et leur choix le jour du vote. Ne serait-ce qu'en raison de la façon dont sont réalisées les enquêtes d'opinion publique, note Denis Monière : « Les enfants crient, tu es en train de souper, le téléphone sonne : "C'est quoi le problème le plus important du Québec ?" La réaction des gens, c'est : "Y'ont parlé de quoi hier à la télé ?" »

Les chefs aujourd'hui

■ Le chef du Parti québécois, Lucien Bouchard, fera campagne dans la région de l'Estrie. Il visitera une entreprise agricole d'Upton ainsi que l'usine de papier Domtar de Windsor en matinée. Il inaugurerait le comté électoral de Saint-François en après-midi en présence des candidats péquistes de la région.

■ Le chef du Parti libéral, Jean Charest, fera campagne dans la région de Québec. Il donnera une conférence de presse à l'hôpital Chaveau à 9h30. Il fera une tournée dans le comté de Charlebourg du député péquiste et ministre de la Santé Jean Rochon en après-midi puis visitera un foyer de personnes âgées à Lotbinière.

■ Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, fera campagne dans la région de Montréal. Il dévoile aujourd'hui la plate-forme électorale de son parti.

Chartrand contre Bouchard... ou Rochon

Presse Canadienne

L'ex-syndicaliste Michel Chartrand pourrait se présenter aux prochaines élections dans le comté de Jonquière contre le premier ministre Lucien Bouchard.

En entrevue hier au Réseau NTR, M. Chartrand a aussi évoqué la possibilité de se présenter contre le ministre de la Santé, Jean Rochon, dans Charlebourg.

Michel Chartrand veut d'abord profiter du week-end pour discuter de ces possibilités avec les membres du Regroupement pour une alternative politique. Il annoncera sa décision lundi matin, à Jonquière.

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



YUGOSLAVIE

Maladie et famine

■ Les Serbes poursuivent leur campagne de terreur au Kosovo, où des milliers de réfugiés sont encore menacés par la maladie et la faim, selon Médecins du monde. Quelque 50 000 réfugiés vivent sous des tentes « dans des conditions sanitaires abominables. Depuis cinq ou six jours, on voit apparaître les premiers cas de malnutrition et il y a des risques épidémiques majeurs », a affirmé Olivier Brochu, directeur de l'équipe de MDM.

d'après AP

AFGHANISTAN

Répression

■ Trois hauts fonctionnaires taliban ont été fustigés hier en place publique à Kaboul après avoir été reconnus coupables par un tribunal militaire de corruption et de falsification de documents. C'est la première fois que les « étudiants en théologie » au pouvoir à Kaboul châtient leurs propres responsables pour corruption. Les trois hommes ont également été condamnés à six mois de prison. L'un des condamnés était un chef des services de renseignements, un autre occupait un poste de responsabilité dans un tribunal et le troisième était un responsable du ministère de la promotion de la vertu et de l'éradication du vice.

d'après AFP

ALLEMAGNE

Le Pen sous enquête

■ La justice allemande a ouvert une enquête destinée à déterminer si le président du Front national Jean-Marie Le Pen a violé la loi allemande pour laquelle la banalisation de l'Holocauste est un crime. Le procureur de Munich, Peter Schlicht, a fait savoir hier que ses services demanderaient à la France l'autorisation de faire témoigner M. Le Pen dans le cadre de cette instruction, qui devrait prendre plusieurs semaines. La justice allemande reproche au président du parti d'extrême-droite d'avoir qualifié l'Holocauste de « détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale » au cours d'une conférence de presse tenue conjointement l'année dernière avec Franz Schoenhuber, son homologue allemand.

d'après AP

INDONÉSIE

Lynchages en série

■ Des villageois indonésiens ont lynché ces derniers jours au moins trois hommes soupçonnés d'être impliqués dans une série de meurtres mystérieux, rapporte l'agence Antara. Deux hommes ont été frappés à mort jeudi soir par la foule à Pemalang, à 350 km de la capitale Djakarta. Deux autres ont été pendus, sans que l'on soit sûr qu'ils soient décapités.

d'après AP

ULSTER

Paix fragile

■ Les architectes du processus de paix en Irlande du Nord ont marqué un point sur le terrain hier avec l'annonce d'un cessez-le-feu permanent d'une des plus meurtrières des milices protestantes, mais l'impasse demeure sur la mise en place des nouvelles institutions. Aux termes d'un entretien de moins d'une heure, à Belfast, le président du Sinn Féin, Gerry Adams, et le chef du gouvernement local, le protestant David Trimble, se sont une nouvelle fois rejetés la responsabilité du blocage de la formation du nouveau gouvernement local.

d'après AFP

RUSSIE

Eltine au repos

■ Le président Boris Eltsine, qui est arrivé hier dans la station thermique de Sochi, sur la mer Noire, pour des vacances de deux semaines, va réduire le champ de ses pouvoirs politiques au début de l'an prochain, selon le secrétaire général adjoint de la présidence russe, Oleg Sissouiev. Selon lui, après avoir confié les principales questions économiques au premier ministre Evgueni Primakov, le président Eltsine annoncera son renoncement à certaines de ses prérogatives.

d'après AP

Pinochet demeure symboliquement libre... et sous contrôle judiciaire

d'après AP et AFP
MADRID ET LONDRES

Journée contrastée pour le général Augusto Pinochet : l'ex-dictateur a bénéficié hier à Londres d'un libération symbolique, sous strict contrôle judiciaire. Mais, parallèlement, la justice espagnole s'est déclarée compétente pour le juger, tandis que la France et l'Italie annonçaient chacune l'ouverture d'une information judiciaire à son encontre.

La justice britannique, qui avait reconnu l'immunité diplomatique à l'ancien chef d'État chilien il y a trois jours, s'est à nouveau montrée clémentine hier. Le juge Stephen Richards a accordé la liberté sous contrôle judiciaire à l'ex-dictateur, qui avait été arrêté le 16 octobre à Londres, à la demande du juge espagnol Baltasar Garzon.

Toutefois, cette décision est symbolique et ne change rien en fait à la situation de l'ex-dictateur. Le juge a en effet posé comme condition que celui-ci demeure à l'hôpital Grovelands Priory, un institut psychiatrique au nord de Londres, sous bonne garde de la police, 24 heures sur 24.

Parallèlement, les justices européennes ont resserré l'étau autour du sénateur à vie, âgé de 82 ans. En France, le parquet de Paris a ouvert vendredi une information judiciaire contre X sur trois crimes im-

putés au général.

Cette enquête vise les crimes de « séquestrations accompagnées ou suivies d'actes de torture » et concernent la disparition de trois citoyens français entre 1973 et 1977 au Chili, René Chanfreau, Étienne Pesle et Marcel Baquet. Les parents des trois victimes avaient porté plainte lundi auprès du doyen des juges d'instruction de Paris.

De son côté, le ministère italien de la Justice a ordonné vendredi l'ouverture d'une enquête, au lendemain de la plainte déposée par Vincente Bergara Taquias, un Chilien installé à Milan, pour enlèvement, torture et assassinat sur la personne de son frère.

Toutefois, l'ex-dictateur garde encore de bonnes chances d'échapper aux justices européennes. Toute action judiciaire reste en effet suspendue à la décision que doit rendre en appel la Chambre des Lords



PHOTO REUTERS

Le juge espagnol Baltasar Garzon, par qui le malheur arrive à Augusto Pinochet.

britannique la semaine prochaine.

Exceptionnellement, les cinq juges de la chambre des Lords entendront des représentants des victimes de la dictature du général Pinochet, notamment Amnesty International, Redress Trust, et la Fondation médicale pour les victimes de la torture.

Hier, les 11 juges de l'Audience nationale, plus haute instance pénale d'Espagne, ont donc décidé que la justice espagnole est compétente pour juger l'ex-dictateur.

Les magistrats, réunis depuis jeudi dans un tribunal de Madrid,

ont rendu leur verdict hier après-midi, au terme de presque cinq heures de délibérations. « Le panel a voté à l'unanimité pour rejeter les appels et autoriser l'Espagne à entendre les faits » incriminés, a annoncé Carlos Cezon, l'un des juges.

L'Audience nationale a ainsi rejeté le recours déposé par le Parquet espagnol contre les demandes d'arrestation et d'extradition lancées par le juge espagnol Baltasar Garzon. La juridiction reconnaît aussi que des crimes commis hors d'Espagne peuvent être jugés par les juridictions du pays.

Le verdict a été accueilli par des cris de joie des avocats et des familles des victimes de la dictature chilienne. « C'est un immense hommage aux disparus du Chili et d'Argentine », a déclaré Carlos Slepoy, un avocat représentant des familles de victimes argentines. « D'un point de vue juridique, c'est une décision qui fera date. »

Le feu vert de la chambre pénale de l'Audience nationale confirme la validité de la procédure entamée par le juge Garzon, qui instruit des accusations de « génocide », « terrorisme » et « torture » contre l'ancien dictateur, au pouvoir de 1973 à 1990. M. Garzon peut désormais adresser à la Grande-Bretagne une demande officielle d'extradition du général.

Arafat paraît vouloir faire taire le Hamas

d'après AFP et AP
GAZA

L'Autorité palestinienne veut faire taire le Hamas. La police palestinienne a annoncé hier avoir arrêté depuis la veille plus d'une centaine de militants du mouvement extrémiste et coupé le téléphone à ses principaux dirigeants, dont le chef spirituel Cheik Ahmed Yassine, déjà en résidence surveillée depuis jeudi soir.

Jamais par le passé le gouvernement de Yasser Arafat n'avait fait preuve d'une telle dureté contre le Mouvement de la résistance islamique, dont tous les dirigeants sont désormais contraints au silence.

Cette opération fait suite à l'attentat-suicide revendiqué par le Hamas qui a visé jeudi un convoi scolaire israélien et fait deux morts, dont le kamikaze palestinien. Une semaine à peine après la signature de l'accord intérimaire israélo-palestinien aux États-Unis, cet attentat risquait de fragiliser le processus de paix à peine relancé.

Furieux, le Hamas s'en est pris à l'Autorité palestinienne, accusant Yasser Arafat de vouloir « éradiquer » le mouvement. Mais dans un communiqué, il s'abstient de parler de riposte, bien que faisant allusion à « l'héroïsme » de l'auteur de l'attentat-suicide de jeudi.

« Nous condamnons vigoureusement les agissements de l'Autorité

palestinienne, ses campagnes de répression et ses arrestations arbitraires », a indiqué le mouvement intégriste.

Le Hamas appelle l'Autorité de M. Yasser Arafat à « mettre fin à ces pratiques, à relâcher les détenus et à lever l'assignation à domicile imposée à cheikh Ahmed Yassine », le chef spirituel du mouvement.

La décision d'isoler Cheik Yassine, tétraplégique et aveugle, de ses fidèles, a été prise hier matin au cours d'une réunion entre Yasser Arafat et les responsables de la sécurité palestinienne destinée à planifier la suite de sa campagne anti-Hamas, une des principales conditions posées aux Palestiniens par le memorandum de Wye River.

La police palestinienne a bloqué les ruelles menant au domicile de Cheik Yassine à Gaza, et contrainst les journalistes à quitter le secteur, avant de fouiller toutes les voitures s'en approchant et de contrôler les identités. Une intervention musclée qui mécontente les voisins de ce quartier pauvre, qui respectent le vieux Cheik pour son rôle social.

À Naplouse, en Cisjordanie, la police palestinienne a également empêché la tenue d'une manifestation du Hamas.

Côté israélien, on attendait avant de se féliciter des nouvelles mesures anti-terroristes prises par l'Autorité palestinienne : « Si c'est le début d'une nouvelle politique, nous la saluerons certainement. Mais s'il ne s'agit que de la répétition d'activités sporadiques et à court terme, alors nous avons un problème », a déclaré le porte-parole du gouvernement, Moshe Vogel.

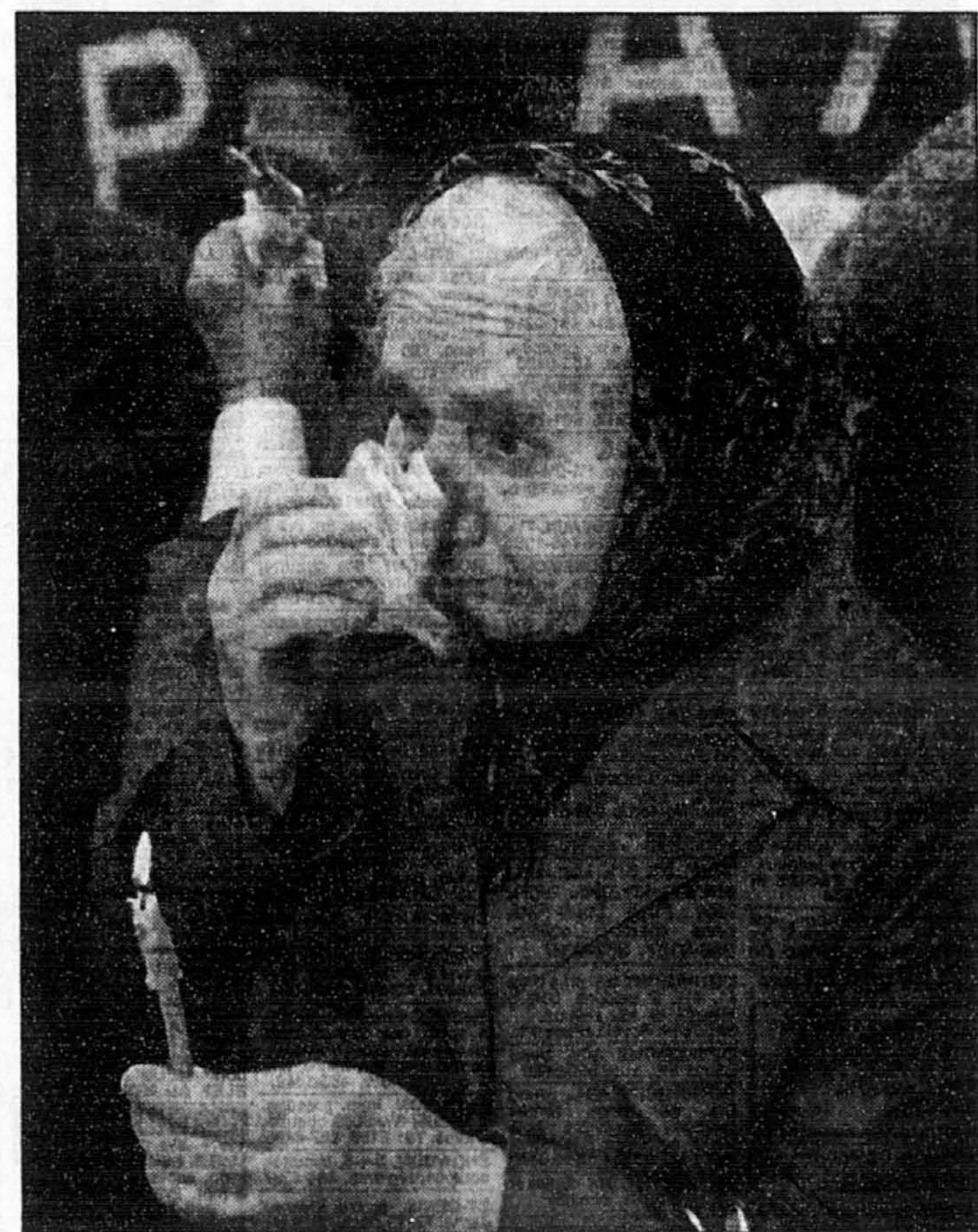


PHOTO REUTERS

Les enfants de Staline

Une vieille femme essuie une larme devant l'ancien quartier général du KGB, l'ancienne police secrète soviétique, lors d'une manifestation commémorant le souvenir des victimes du stalinisme. Les parents des victimes rassemblés sur la place Loubianka à Moscou ont déposé des gerbes de fleurs et allumé des cierges en hommage aux disparus.

REPÈRES / États-Unis

Le vote et l'avenir du président

DAVID BRISCOE
Associated Press, WASHINGTON

Bill Clinton, président en sursis ? Même si les enjeux locaux des élections de mardi prochain détermineront le vote de la plupart des Américains, l'avenir politique du chef de la Maison-Blanche dépend largement de la composition du 106^e Congrès des États-Unis.

Dans l'hypothèse où ces élections de mi-mandat confirmeront la poussée enregistrée en 1994 par les républicains, quasiment certains de conserver leur majorité à la Chambre des représentants et au Sénat, un vote de destitution du président dans l'affaire Lewinsky deviendrait quasi-certain.

Mais si les électeurs sont sensibles aux arguments de la minorité démocrate sur la bonne santé de l'économie, les partisans de Bill

Clinton pourraient gagner les quelques sièges qui rendraient impossible l'aboutissement de la procédure d'impeachment.

Comme à chaque mi-mandat, les Américains éliront mardi un tiers des 100 sénateurs et l'ensemble des 435 membres de la Chambre des représentants. Sont également remis en jeu les postes de gouverneurs dans 36 des 50 États, et de nombreux autres mandats locaux.

Actuellement, les républicains détiennent une majorité de 10 sièges à la Chambre des représentants, avec 228 sièges contre 206 pour les démocrates. Au Sénat, la majorité républicaine est forte de 55 élus, contre 45 pour les démocrates.

Alors que les sondages montrent la lassitude croissante des Américains face aux derniers développements de l'affaire Lewinsky, certains démocrates espèrent que cette exaspération se convertira en gains dans les urnes, permettant de pré-

parer au mieux l'élection présidentielle de l'an 2000.

Jusqu'aux derniers jours de campagne, les républicains se sont bien gardés d'exploiter l'affaire, promettant de nouvelles baisses d'impôts et une prospérité accrue en cas de nouvelle victoire. Mais, dans la dernière ligne droite, une campagne télévisée nationale est venue expliquer aux Américains que les frasques sexuelles de Bill Clinton ne devaient pas être légitimées par les urnes.

Côté démocrate, l'atout principal est la période de croissance ininterrompue qui a enrichi les États-Unis depuis la première élection de Bill Clinton en 1992. Les partisans du président promettent d'utiliser les fruits budgétaires de la croissance pour protéger le régime général de retraite.

Un gain de 11 sièges à la Chambre des représentants suffirait aux démocrates pour bloquer la procédure de destitution, mais les statis-

tiques ne jouent pas en faveur du parti de l'âne.

Lors des élections de mi-mandat, la formation qui tient la Maison-Blanche perd en moyenne 27 sièges à la Chambre. Et l'usure du pouvoir inhérente à un deuxième mandat, ainsi que la traditionnelle prime accordée aux sortants, pourraient accentuer ce phénomène.

Les prévisions sont donc très favorables aux républicains. Les experts électoraux du parti de l'éléphant tablent sur un gain de 10 sièges à la Chambre des représentants. Le président de la Chambre, Newt Gingrich, espère gagner jusqu'à 40 sièges.

Cette poussée républicaine pourrait se retrouver au Sénat, où les adversaires du président comptent dépasser le chiffre « magique » de 60 sièges. Une telle majorité leur permettrait de contourner les manœuvres d'obstruction parlementaire de la minorité et de mettre immédiatement au vote n'importe quel texte.

Immobilier

147 CHALET À LOUER

PÉRIODE DES FÊTES
MAGOG, 6 ch., foyer, 5 min. de l'Orford, 819-843-7639

PLEINE NATURE
Site exceptionnel, 206 acres, retiré, lac privé, 3 ch., 4405 \$/sem. La Minerve, 641-3127

PRES D'ORFORD, 3 ch., accès privé, 1500-1550, 819-424-1558

PRES TREMBLANT, rés. au lac, bois, 1000-1550, 819-424-1558

ST-ADOLPHE, 3 ch., foyer, lav., accès privé, 4000 \$/sem, 514-522-7333

ST-ADOLPHE, 3 ch., foyer, lav., accès privé, 4000 \$/sem, 514-522-7333

149 PROPRIÉTÉS À LOUER

ST-LAMBERT, cottage, 4 ch., salon, 1000-1550, 819-424-1558

V.M.R., cott. dét., 4 ch., bois, 1000-1550, 819-424-1558

VILLE MONT-ROYAL, duplex 10 pièces, 2 foyers, garage, impeccable, 1-400-555-5555

Garage, 2000-2500, 514-522-7333

ST-DONAT, 613-662-1360, 514-522-7333

ST-DONAT, 613-662-1360, 514-522-7333

152 GARAGES

BERRY, 2500-2500, 514-522-7333

C.D.N., Dupuis, auto, 2500, 514-522-7333

CENTRE-VILLE, hiver, auto, 2500, 514-522-7333

CHAMBOURD, 60 \$ par semaine, 514-522-7333

Garage, 2000-2500, 514-522-7333

ST-DONAT, 613-662-1360, 514-522-7333

153 ON DEMANDE À LOUER

CHALET Mt-Sutton, 3 ch., avec foyer, lav., accès privé, 514-522-7333

CHERCHÉ locataire, 3 ch., 514-522-7333

VOUS vous absentez quelques mois et désirez louer un logement fiable et honnête, fournissant références impeccables, 450-583-5104

154 ON DEMANDE À PARTAGER

BELLE ch. meublé, métro, pour non-fumeur, 374-1502

FEMME cherche femme pour 4 ch., centre-ville, 281-8925

PIED À TERRE dans grand 5^e métro, pour non-fumeur, chambre non meublée, 2900 \$/mo, 514-495-9259

155 SOUS LOCATION

CENTRE-VILLE, 3/4 ch., chauffé, éclairé, 1000-1550, 819-424-1558

LES DEUX SOEURS, 1/2 ch., chauffé, éclairé, 1000-1550, 819-424-1558

LES DEUX SOEURS, 1/2 ch., chauffé, éclairé, 1000-1550, 819-424-1558

156 APPARTEMENTS MEUBLES

ST-ADOLPHE, 3 ch., 1/2 bain, confort, moderne, 3600 \$, 514-522-7333

ST-ADOLPHE, 3 ch., 1/2 bain, confort, moderne, 3600 \$, 514-522-7333

ST-ADOLPHE, 3 ch., 1/2 bain, confort, moderne, 3600 \$, 514-522-7333

157 APPARTEMENTS MEUBLES

ST-ADOLPHE, 3 ch., 1/2 bain, confort, moderne, 3600 \$, 514-522-7333

ST-ADOLPHE, 3 ch., 1/2 bain, confort, moderne, 3600 \$, 514-522-7333

ST-ADOLPHE, 3 ch., 1/2 bain, confort, moderne, 3600 \$, 514-522-7333

158 APPARTEMENTS MEUBLES

ST-ADOLPHE, 3 ch., 1/2 bain, confort, moderne, 3600 \$, 514-522-7333

ST-ADOLPHE, 3 ch., 1/2 bain, confort, moderne, 3600 \$, 514-522-7333

ST-ADOLPHE, 3 ch., 1/2 bain, confort, moderne, 3600 \$, 514-522-7333

159 APPARTEMENTS MEUBLES

ST-ADOLPHE, 3 ch., 1/2 bain, confort, moderne, 3600 \$, 514-522-7333

ST-ADOLPHE, 3 ch., 1/2 bain, confort, moderne, 3600 \$, 514-522-7333

ST-ADOLPHE, 3 ch., 1/2 bain, confort, moderne, 3600 \$, 514-522-7333

160 PROPRIÉTÉS À REVENUS

A. HUNTSVILLE, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

161 PROPRIÉTÉS À REVENUS

METRO Frontenac, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

METRO Joliette, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

METRO Joliette, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

162 PROPRIÉTÉS COMM. INDUSTRIELLES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

163 PROPRIÉTÉS COMM. INDUSTRIELLES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

164 PROPRIÉTÉS COMM. INDUSTRIELLES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

165 PROPRIÉTÉS COMM. INDUSTRIELLES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

166 PROPRIÉTÉS COMM. INDUSTRIELLES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

167 PROPRIÉTÉS COMM. INDUSTRIELLES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

168 PROPRIÉTÉS COMM. INDUSTRIELLES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

169 PROPRIÉTÉS COMM. INDUSTRIELLES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

170 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

171 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

172 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

173 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

174 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

175 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

176 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

177 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

178 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

179 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

180 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

181 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

182 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

183 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

184 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

185 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

186 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

170 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

171 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

172 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

173 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

174 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

175 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

176 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

177 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

178 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

179 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

180 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

181 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

182 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

183 COMMERCES

ST-HUBERT, 25 logis, 94x14, 163x31, 6 garages, rev. 136 500 \$, 517-970 000

NORMAND VERONNEAU, 1000-1550, 819-424-1558

REPRESENTANT, 6 logis, 4 1/2, rev. 31 000 \$, 517-970 000

Marché aux puces

A VOIR table console moderne, dessus en verre, métal vert émeraude. Bon état. 50\$. 17 prof. 27 haut (Mobilier), valeur 500\$ vendables. 250\$ nég. 596-1620.

ABRI d'auto 11x20 pi. très bon état. 325 \$. 385-5068.

ABRI D'AUTO Tempo 20', brique, bon état. 250 \$. 514-862-3383.

AI MEUBLES USAGÉS, 50 ensembles de mobilier, chambre: lits simples et table de travail en ébène massif, commodes, matelas, chaises, etc. à discuter. J.M. Dufour 333-3371 poste 2265.

AQUARIUM 10, 25, 30 et 68 litres, tout équipé. 25 \$ à 600 \$. 450-653-4454.

BEAU bureau de rangement en acacia ayant 9 tiroirs, 58" long, 19 1/2" profond, 31 1/2" haut, impeccable. 350\$ nég. 596-1620.

BELLES tables(3) de salon, chaise naturel style Queen Anne/impeccable, 1 console, 2 chaises. Valeur 1500\$ (facture). 596-1620.

BICYCLE 12 vit. 60\$. EXERCISER Moon Walker. 722-7198.

BUREAU-TABLE à langer 4 tiroirs et commode 7 tiroirs, bois, blanc, (450) 471-8159.

CASSETTE NINTENDO 64 "Golden Eye 007", jamaïs jouée, 514 948-4862.

CAUSEUSES (2) cuir noir, 1900 \$, table édifier bois noir. 325 \$. 948-0184.

CAUSEUSES 2 pour 285 \$. Matelas Chiro 125 \$. 524-1953.

CAUSEUSES, (2) 350 \$. Soies, causeuse 1900\$, cuir, 500 \$. 823-0257.

CHAUFFE-EAU à l'huile, 30 gal, 1993, 275 \$. 450-853-9360.

CONGELATEUR debout 21", noir, 575\$, poêle jaune 75\$, 1993, 100\$. 891-1891.

DIAPY noir cuivre 90", très profond, 200 \$. Stores horizontaux 99", 50 \$. 355-5666.

DIAPY: bibliothèque bois, tiroirs, portes, commode 9 tiroirs, table cuisine 1900\$, sac imprimante pour Mac, vélo, cell., stéréo, 982-4565.

ENSEIGNES lumineuses 2x 12 et 3x 15. Guilles au: 514 992-4716.

FAUTEUIL et causeuse, cuir beige, "Bauhaus", style contemporain, 850 \$. 385-1617.

FAUTEUIL roulant élect. comme neuf, avec batteries et chargeur. 950\$. 686-1228.

FAUTEUIL EL-RAN, bourgeois, cuir, valeur 600\$ pour 300\$ nég. 450-556-8654.

FAUTEUIL, 755-100\$. Dactylo Sharp 90\$, table cuisine 2 rebats 1100. 273-6167.

HAUT PARLEURS d'auto de compétition, valeur de 2800\$ pour 1300\$. A contrôle 500\$. 450-922-5430.

Kit serviettes d'enfant et de Noël, idéal boutique cadeaux, enfants. 450-446-1960.

LAV-SEC. Westinghouse blanches, bon état, vente rapide, 330 \$. 485-9564.

LAVE-VAISSSELLE encastré, Micro-ondes Causeuse, Lit d'eau. Int.: (450) 621-9734. 475 \$. 458-854-7871.

LIT complet King 80x82, super propre, doit vendre. 300 \$. 450-678-7699.

LITS SIMPLES Amisco et base de lit queen Rief, blancs. Unité murale noire. Micro-ondes. 514-696-1243.

MAC Performa 580CD, Style Writer 1200, presque neuf. 1025 \$. 450-676-1645.

MACHINE de menuiserie Shop Smith multi-fonctions, 12 pièces, condition A-1. 1200 \$. 761-5735.

MACINTOSH, Powerbook 190, 12500. Parfait état. 600 \$. 819-564-1435.

MAGNIFIQUE manteau de loup, 11 ans, valeur 2500\$ pour 800\$. 450-468-5261.

MANTEAU doublé de rat musqué 12 ans, presque neuf. 375\$. 389-7417.

MANTEAU renard Norvégien 12 ans, sofa 3 places, causeuse, etc. 450-689-5661.

MATELAS double, neuf, 100\$ livrés. 993-9236.

METIER Leclerc 36" 45", très propres, beaucoup accessoires. 550\$ ch. 725-0487.

Mobilier de salon Vinos, très propre. Aubaine 300\$. 386-7509.

ORDI DX2-66, 2 DO - 800 Mo, 32 RAM, 5816, Modem 14.4, 14", 400 \$. 723-8159.

ORDI Mac Performa Power PC, HP, Deskwriter, + logiciels, 1500 \$. 450 654-1330.

ORDI 233 MMX multimédia, 648 S, 300 MMX multimédia, 1500 \$. 450 654-1330.

ORDI 486 DX4-100, 16850, 12X, Multi-média, écran couleur, 450 \$. 388-0362.

ORDI, 300 MMX COMPLET, INTERNET 56K, 32M, 3.4G, 15 po, 950\$. 514 725-0247.

ORDINATEUR Pentium 233 MMX, Multimédia, Windows 98, équipe. 825\$. 389-9959.

PHOTOCOPIEUR CANON excellent état. Bon prix. 450-829-9290.

PIANO Allemand Rohlfeld Baby Grant, laqué noir A1, 4 500\$ nég. 514 345-9748.

PIANO droit d'ant. de 1917, bon état. 1000 \$. 450-667-8481; 450-688-9450.

PIANO droit Young Chang, couleur acacia, chaise neuve 85. Vends 3000\$ 453-4645.

PLOTTER HP Draftmaster II (3), valeur 12 000\$ pour 500\$. 450-465-3971.

PNEUS (4) d'hiver Marshal P165/65R 15 M+3 5000 km, 225\$. 514-597-2888.

PNEUS (4) d'hiver, 14 po. + jantes enjoliver Jetta, 295 \$. (514) 251-2420.

PNEUS (4) hiver pour BMW, 205/60R15, jantes + enjoliveurs, 400 \$. 450-816-2587.

PNEUS (4), + jantes, Blizzak P-205-70-R15, (Outlast Suprem) 240 \$. 450-863-2532.

PNEUS hiver 4, Armstrong Norstan Pirelli P165/70R14 120 \$. 514-595-6770.

PNEUS Goodyear avec jantes (4) pour JEEP Cherokee, 400 \$. 514-426-6366.

PNEUS 4, 195-65-R14, avec roues, Eagles Talon, neufs. 475 \$. 458-854-7871.

POELE au charbon antique, Cylindrique, verticale, fonte ouvree, Bernier & Bernier de Lodièvre, pour servir chauffage appoint au bois. Région Valleyfield, 450-269-3418.

POELE combustion 8", non homologuée, + cheminée préfabriquée, nég. 450-581-2497.

PORTE d'acier décorative, blanche, 100 \$. 450-661-9227.

REFRIGERATEUR, sécurité, robot cuisine combiné de cuisine, 450-679-6158.

ROBES marocaines neuves authentiques (2), Kattan. 514-737-3956.

SMANGER acacia, table avec marquetterie, meuble coin, grand vaisselier, 5 chaises, lustre + consoles, console sculptée avec miroir, 2 armoires. 450-461-0254.

SET ch. 6 mcs, contemporain 550\$. Lit double cuir polémique, 625\$. 274-6777.

SET chambre blanc Garvas stratifié lustre, pays 2400\$ pour 1150\$ nég. 494-7290.

SET cuisine 4 places (sans pannelo, bois, 1 an d'usage, 375 \$. Après 18h: 251-8077.

SET de chambre métallina, 6 morceaux. Neuf. 400\$. livrés. 993-9236.

SET édifier: table verre, 4 chaises noires haut dossier 400 \$. Bureau ordinaire blanc 85 \$. 514-257-8661.

SET smanger, chaise massif brun, vaisselier, 6000\$ pour 2000\$. 514-922-1167.

SET ch. king, noyer, style méditerranéen, 9 mcs, très propre. 650 \$. Norgate grand-mère. 514-731-6129.

SOFÀ Re-No, comme neuf, valeur plus de 2000 \$ pour 850 \$. Tapis noir, excellent état. 200 \$. 450-582-0735.

SOFÀ 3 pl., beige, comme neuf. Set chambre enfant 6 mcs blanc. 450-621-7860.

SOFÀ-LIT, 3 ans d'usage, 225 \$. 768-2113.

SOUFFLEUSE Craftsman à chenille, 8 h.p., 26 po. 1300\$ pour 1000 \$. 450-446-1449.

TABLE cuisine IKEA, ronde, noire; pannelo amovible, 4 chaises; 225 \$. Bassinette Lapine, blanche, matelas int. 175 \$. 450-441-1425.

TABLE à message à l'état neuf (450) 678-8821.

TABLE billard en rosewood Brunswick, 4x9x9, lampe, état neuf. 3200\$. 444-1906.

TABLE de smanger 70x38, plateau verre trempé, socles beiges, 475\$ (valeur 1900\$). Aussi tapis 9x12 vert, 125\$. 739-8237 après 18h.

TABLES (2) 90 x 160 cm, s'manger, 97 x 97 cm salon, en verre et base marbre, 250 \$. le tout 948-4339.

TROMBONE professionnel, Benge, 5-phonique, 100\$ avec étui A-1, valeur 2000\$ pour 1200\$ ferme. 858-9368.

UNITE MURALE "centre loisirs", mélomne noir; parfait état. 750\$. 489-1892 soir.

VETEMENTS designer dame 6 à 18 ans, robes mères mariées, manteau vision 7 ans, costumes, etc. 363-0434.

Offres d'emploi

Joignez-vous à notre équipe, Famous Players, IMAX!

FAMOUS PLAYERS INC., chef de file dans le domaine de l'exploitation de salles de cinéma au Canada, se lance dans une formidable expansion qui comporte la construction de nouveaux cinémas IMAX au Canada. Nous recherchons des personnes dynamiques, expérimentées, favorisant le travail d'équipe et recherchant l'excellence pour se joindre à notre équipe Famous Players, IMAX au centre ville de Montréal, située à l'intersection de la rue Peel et Ste-Catherine.

Gérants de cinéma

Superviser l'exploitation et le marketing, vous jouerez un rôle actif dans l'ouverture du cinéma Famous Players, IMAX et assumerez par la suite sa gestion générale. Vous avez travaillé dans l'hôtellerie, l'industrie des loisirs ou du divertissement et vous avez une solide expérience en exploitation, en leadership et gestion de personnel, ainsi qu'en gestion de projets. Vous savez rédiger des plans d'entreprises et superviser des activités de marketing.

Gérant des promotions et relations publiques et Gérant des ventes aux groupes

Relevant du directeur national exécutif en marketing, le gérant des promotions et relations publiques et le gérant des ventes aux groupes travailleront ensemble pour élaborer un plan de marketing stratégique et créatif.

Le gérant des ventes aux groupes devra maximiser les recettes par un programme de ventes aux groupes ciblant les marchés des circuits touristiques, des étudiants, des entreprises et des loisirs. Vous possédez de l'expérience en marketing dans au moins l'un de ces marchés et vous excellez dans l'élaboration et l'implantation de plans de ventes créatifs pour atteindre des objectifs de fréquentation des salles de cinéma.

Le gérant des promotions et relations publiques devra accroître la fréquentation des salles par des stratégies de marketing, des partenariats et des événements. Vous avez une vaste expérience en campagnes promotionnelles, en relations publiques, dans les relations et les commandites avec les médias et l'organisation d'événements spéciaux.

Une expérience dans les cinémas IMAX est préférable mais n'est pas requise. Les candidats doivent avoir un diplôme d'études collégiales ou universitaires dans un domaine pertinent et être bilingues. Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae en anglais et en français au plus tard le 15 novembre 1998.

Veillez envoyer votre curriculum vitae et vos exigences salariales par télécopieur au Service des ressources humaines, FAMOUS PLAYERS INC. au (416) 964-5839. Seules les personnes sélectionnées seront contactées. Agences s'abstenir. Prière ne pas téléphoner.

FAMOUS PLAYERS
Big Screen Big Sound Big Difference

IMAX est une marque de commerce déposée de IMAX Corporation.



Ville de Montréal

AGENTE OU AGENT D'AIDE SOCIO-ÉCONOMIQUE
Taux horaire 15,04 \$

Comblement temporaire de postes.

NATURE DE L'EMPLOI:

Le travail consiste à prendre en charge les demandes d'aide financière et d'assurer le suivi des dossiers des clients pour la durée pendant laquelle les prestations sont accordées. Établir le degré d'employabilité de clientèles-cibles; élaborer des plans personnels de développement d'employabilité; fournir le soutien nécessaire à la réalisation de ces plans, effectuer le contrôle et l'évaluation des progrès des personnes bénéficiant de ces plans afin de favoriser leur placement sur le marché du travail.

EXIGENCES DE L'EMPLOI:

Instruction: Détenir un diplôme d'études collégiales en techniques administratives, éducation spécialisée, travail social ou toute autre discipline connexe. Nous invitons également les personnes possédant un certificat universitaire ou ayant obtenu 30 crédits à l'intérieur d'un programme de baccalauréat à soumettre leur candidature. Le certificat et les crédits devront être dans une des disciplines citées ci-haut.

EXPÉRIENCE: Aucune.

LA VILLE DE MONTRÉAL, AYANT UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI, INVITE LES FEMMES ET LES MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES À SOUMETTRE LEUR CANDIDATURE.

NOTA BENE:

1. Toute demande d'emploi qui n'inclura pas les documents attestant que la scolarité exigée a été complétée sera systématiquement rejetée. Le terme «document» réfère à une copie soit du diplôme, du relevé de notes confirmant clairement que le diplôme a été accordé ou que les 30 crédits ont été obtenus, d'une attestation officielle produite par l'institution d'enseignement certifiant l'obtention du diplôme ou bien d'une attestation d'équivalence d'études pour les diplômes obtenus à l'extérieur du Québec émise par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

2. Dans le cadre de cette offre d'emploi, un processus de sélection comprenant deux étapes d'évaluation est prévu: un examen écrit et une entrevue. Les convocations aux deux étapes d'évaluation se feront progressivement en fonction des besoins du Service de la sécurité des revenus en termes de comblement temporaire de ses postes.

INSCRIPTION: Remplir le formulaire disponible au Service du personnel, 555, rue Gosford, niveau Gosford ou dans les bureaux Accès-Montréal, et le transmettre au plus tard le 13 novembre 1998, accompagné de tout document attestant que les conditions d'admissibilité sont respectées. Veuillez inscrire votre numéro d'assurance sociale.

ALBANY INTERNATIONAL

Canada Inc.

Albany International est une multinationale établie dans les Cantons de l'Est et un fabricant d'habillage pour machines à papier.

Représentant

Vente et service technique

Vous serez responsable de la vente et du service technique pour l'ensemble de nos produits, dans les régions de Montréal et des Cantons de l'Est.

Vous possédez un D.E.C. en techniques de pâtes et papiers ou toute formation universitaire ou collégiale dans un domaine connexe. De plus, vous connaissez très bien les méthodes de fabrication du papier. Vous êtes aussi bilingue et prêt à voyager. Une expérience dans la vente constitue un atout.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 13 novembre 1998 à Albany International Canada Inc., Service des ressources humaines, 300, rue Westmount, Cowansville (Québec) J2K 1S9.

Nous offrons des chances d'emploi égales à tous.

SUPERVISEUR-TECHNICIEN AMBULANCIER (Poste à temps complet)

Sous l'autorité du directeur régional, vous aurez à superviser le personnel et les opérations de votre service ambulancier desservant une population de 70 000 personnes.

Détenteur d'une carte en règle de technicien ambulancier et d'un permis de conduire de classe A4, vous devrez démontrer un bon sens de l'organisation, faire preuve de leadership et communiquer facilement oralement et par écrit.

La rémunération du poste comprend une prime ajoutée à l'échelle de salaire de technicien ambulancier. Pour relever ce défi, transmettez votre curriculum vitae sous pli CONFIDENTIEL à l'attention de:

M. Paul Caron
Directeur régional
Ambulances St-Hyacinthe
1105, Calixa-Levallois
St-Hyacinthe (Québec)
J2S 3E3

Technicien(ne) en échantillonnage des émissions atmosphériques («stack sampling»)

Exigence: Deux à cinq ans d'expérience pertinente. Qualités requises:

- Aptitudes marquées pour le travail d'équipe
- Leadership

Veillez faire parvenir votre CV avant le 6 novembre 1998 à:

Biogenie
12672, boul. Industriel
Pointe-aux-Trembles
(Québec) H1A 3V2
Fax: (514) 644-1353

Seules les personnes retenues pour une entrevue seront contactées.

LA CABINE TÉLÉPHONIQUE

VENDEUR(EUSE)S DEMANDÉ(E)S
Faites parvenir votre C.V. à:
LA CABINE TÉLÉPHONIQUE
9001, LOUIS-H. LAFONTAINE
ANJOU (QUÉBEC) H1J 2C5
FAX: (514) 354-3669

Personnes dynamiques demandées avec de l'expérience dans la vente électronique. Excellentes conditions de travail.

CONSEILLER(ÈRE)

EN TECHNIQUES VESTIMENTAIRES
Vêtements féminins de taille forte et de maternité (remplacement congé de maternité)

Au service du contrôle de la qualité, vous vous assurez que les vêtements provenant des manufacturiers sont conformes aux normes de qualité et aux spécifications de l'entreprise en plus de voir à ce que les modifications soient effectuées. De plus, vous établirez de solides liens de communication entre les manufacturiers et nos acheteurs.

Titulaire d'un D.E.C. en techniques de dessin de mode ou de patrons ou de l'équivalent, vous possédez un minimum de trois années d'expérience à titre de patroniste chez un manufacturier ou chez un importateur. Vous connaissez toutes les étapes de la confection d'un vêtement. Bilingue, vous êtes capable de communiquer par écrit des instructions et des schémas clairs et précis.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae au Service des ressources humaines, Modes Shiraan Ltée, 3901, rue Jarry Est, Montréal (Québec) H1Z 2G1. Télécopieur: (514) 729-3018.

Seules les personnes retenues recevront un accusé de réception.

thyme maternité Addition-Elle
DANS LES TAILLIES 14
2697-557-R-300

Une société internationale implantée en Europe de l'Ouest, en Asie, en Australie, au Canada et aux États-Unis, recherche un(e)

CONTRÔLEUR(EUSE)

Qui assurera la gestion et le développement financier au niveau local. Le(la) titulaire sera chargé(e) de fournir au président et à la haute direction des analyses judicieuses de la performance financière de la division. Ce poste de grande visibilité requiert une personne ambitieuse et vive d'esprit, en mesure de comprendre la signification latente derrière les chiffres et de rationaliser la procédure actuelle de rapports mensuels. Comme le poste implique une coordination internationale poussée, la personne choisie devra posséder un éloquent dossier en exploitation comportant plusieurs usines dans différents pays. Les candidats rêvés sont des C.A. comptant 6-10 ans d'expérience en entreprise, une solide compétence technique en comptabilité et rapports, acquise de préférence en milieu manufacturier. Des talents exceptionnels en communication, orale et écrite, en français et en anglais, sont essentiels. Veillez faire parvenir votre c.v., en précisant vos antécédents salariaux à:

KEBEC INC.
att.: Krista Brand
Vice-Président, Administration
110, Pointe-à-la-Croix
Laval, Québec H7L 3M5

R 300

WEIGHPACK SYSTEMS

Une PME manufacturière en croissance, oeuvrant dans la fabrication d'équipements d'emballage pour l'industrie agro-alimentaire est à la recherche de personnes qualifiées, dynamiques et parfaitement bilingues pour combler les postes suivants :

Directeur(trice) en assurance-qualité

Responsabilités:
- Diriger et coordonner toutes les activités de qualité incluant un programme d'amélioration continue

Exigences:
- Diplôme universitaire en gestion de la qualité
- Diplôme technique en systèmes automatisés
- 5 à 8 ans d'expérience dans un poste similaire
- Expérience en implantation ISO 9001
- Leadership et aptitudes pour le travail d'équipe.

Inspecteur(trice) de production

Responsabilités:
- Effectuer l'inspection finale des équipements (composantes électroniques et mécaniques et fonctionnement général)
- Assurer un support technique en électronique

Exigences:
- DEC en électronique essentiel
- 3 à 5 ans d'expérience en inspection d'équipements industriels

Technicien(ne) de service

Responsabilités:
- Installer les équipements chez les clients
- Assurer le service après vente

Exigences:
- Diplôme en électro-mécanique ou en entretien d'équipements automatisés
- 3 ans d'expérience minimum à titre de technicien de service pour équipements automatisés (domaine de l'emballage un atout)
- Connaissance des logiciels Word et Excel
- Disponible pour voyager aux États-Unis.

Veillez faire parvenir CV à:
Services des ressources humaines
WEIGHPACK SYSTEMS INC.
2525 rue Louis Amos, Lachine (Qué) H8T 1C3
No. fax: (514) 422-0834

R 300

engineering
mannesmann
Dematic

MANNESMANN DEMATIC CORPORATION, une entreprise spécialisée dans le domaine des ponts roulants, désire combler, pour son centre de service, le poste de:

TECHNICIEN(NE) (sur la route)

EXIGENCES:
- DEC en électrodynamique ou l'équivalent;
- Expérience en entretien industriel;
- Des notions en soudure et en mécanique sont des atouts;
- Aptitudes en communication, bilingue;
- Habiletés à interagir efficacement avec les clients.

Le poste nécessite des déplacements; le salaire est compétitif et variera selon l'expérience.

Si ce poste vous intéresse, expédiez votre curriculum vitae à:

MANNESMANN DEMATIC CORPORATION
2700, rue Sabourin
St-Laurent (Québec) H4S 1M2
Prière de ne pas se présenter

2616146-R-300

Hasbro Canada Inc., chef de file de l'industrie des jeux et des jouets, cherche à combler un poste dans son service de l'informatique.

Opérateur d'ordinateurs

Pour accéder à ce poste, vous devez être bilingue et posséder un minimum de une année d'expérience avec le système AS/400, ainsi qu'une connaissance pratique des ordinateurs personnels et des logiciels de Microsoft Office.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae en toute confiance à:

HASBRO
Bureau des ressources humaines
Hasbro Canada Inc.
2350, rue de la Province
Longueuil (Québec) J4G 1G2

Seules les personnes sélectionnées pour une entrevue recevront un accusé de réception.

2616146-R-300

Administration

Une entreprise professionnelle oeuvrant dans le financement et le crédit-bail est à la recherche d'une personne dynamique qui agira comme préposé à l'administration et au service à la clientèle.

Bilingue, vous possédez un diplôme d'études collégiales et maîtrisez les logiciels Power Point, Word, Excel et Access. Des connaissances comptables seraient un atout. Le salaire offert varie entre 20 et 25 000 \$, selon l'expérience.

S.V.P. envoyer votre c.v. à:
Métivier Groupe conseil inc.
par télécopieur au (514) 683-4063.

SUITE

des petites annonces à la page

E1

200

Marchandises et services

239

VENTE DE CHARITÉ

FOIRE AUTOMNALE

AUXILIAIRES

Hôpital Général Jull SMBD
Art. 1er nov. 8h 30 - 16h
Art. 2 nov. 8h 30 - 16h
Articles ménagers, vêtements neufs, jeans, verrerie, bijoux, porcelaine, trésors du grenier, jouets, literie, souliers, etc.

5750 Ch. Côte des Neiges
Auditorium Pavillon A
Tél: 340-8216

VENTE D'HALLLOWEEN

au profit du réseau Secours
Animal, 7501 M.B. Jodoin
coin Bombardier, Ville d'Anjou, 31 oct - 1er nov.

250

ENTRETIEN RENOVATION

GRAND MENAGE
Confiez nous votre grand ménage, obtenez 10% de rabais avant le 31 décembre. Estimation gratuite. Page 514-423-1370

RENOVATIONS, menuiserie, peinture, finition, électricité. 450-964-5935.

SERVICE d'entretien ménage comm. ou rés. 256-8181

255

PEINTURE, DECORATION

PEINTURE DE TOUS GENRES ENR. Intext., 10% de rabais avant le 31 déc. Estimation gratuite. Page 514-423-1370.

257

TRANSPORT, DEMENAGEMENT

A BAS PRIX, déménagement, location, 944-6669

A.R.T. DEMENAGEMENT assuré, permis, 637-6354.

PETIT/gros déménagement, pouvez aider. 381-5490 24h

263

REDACTION, TRADUCTION

BIOGRAPHIE: faites rédiger la votre par un écrivain. (450) 646-7978.

265

PRÉPARATION DE CV